

LE DEVOIR

le cahier du
Samedi

CNN : la fin du monde en direct

Le 1er juin 1980, Ted Turner, qui ne connaissait strictement rien à l'information et qui s'en tenait d'ailleurs éloigné, fondait le réseau de télévision CNN, que captent maintenant plus de 60 millions de foyers à travers le monde. Nathalie Petrowski trace un portrait du réseau et de son fondateur.

Page C-1



Pierre Béique, esthète et grand seigneur de l'OSM

Co-fondateur de l'OSM, Pierre Béique, aujourd'hui âgé de 80 ans, a connu Paul Claudel, reçu Arthur Rubinstein à sa table, a assisté aussi au dernier concert de Rachmaninov et compte Jessye Norman et Leontyne Price parmi ses intimes. Marie Laurier l'a rencontré.

Page C-1

SOMMAIRE

Éditorial

La réponse au rapport Coupet, qui demande au ministre des Affaires culturelles de reprendre un plein leadership, ne saurait être de détourner les énergies vers un éventuel rapatriement des pouvoirs et fonds fédéraux, souhaitable mais lointain, écrit Lise Bissonnette en éditorial. Il faut d'urgence recréer le MAC.

Page A-10

Pâtes et papiers: la recherche piétine

Premier exportateur de papier au monde, le Canada ne fait pas sa part de la recherche-développement en ce domaine.

Page B-1

Tremblay veut relancer la PME

« Relance PME » est la première étape d'un nouveau contrat social entre les entreprises et les travailleurs, affirme avec assurance le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, M. Gérard Tremblay, dans une entrevue accordée à Gilles Lesage.

Page B-1

Fin de parcours pour Gorbatchev ?

Avec la crise balte, le leader soviétique a touché les limites ultimes de la perestroïka. Une analyse de François Brousseau.

Page A-9

Urgences Santé : les négociations se poursuivent

La coopérative des techniciens ambulanciers d'Urgences Santé a négocié pendant toute la journée hier avec la corporation d'Urgences Santé qui lui avait proposé, mercredi, l'achat de sa flotte ambulancière.

Page A-3

Saddam utilise l'arme écologique

Les États-Unis accusent l'Irak de déverser du pétrole dans le Golfe

d'après Reuter

WASHINGTON — LES ÉTATS-UNIS ont accusé hier l'Irak de déverser du pétrole dans le Golfe pour contrecarrer une éventuelle opération de débarquement au Koweït.

Ce pétrole, pompé dans des réservoirs koweïtiens, pourrait causer une catastrophe écologique plus grave que celle provoquée en 1989 par l'Exxon Valdez en Alaska, affirme-t-on à Washington.

« Nous avons reçu ces derniers jours des informations selon lesquelles les forces irakiennes déversent délibérément de grandes quantités de brut dans le golfe Persique », a déclaré Marlin Fitzwater, porte-parole de la Maison-Blanche.

Cette manœuvre vise apparemment à entraver un éventuel débarquement des forces américaines et alliées au Koweït, a-t-il dit.

« Ce pourrait bien être le genre de catastrophe qui dépasse les techniques normales de nettoyage », a ajouté le porte-parole. Aux journalistes qui lui demandaient si cette marée noire était comparable à celle provoquée par le pétrolier Exxon Valdez dans la baie du Prince Guillaume, il a répondu : « Il y a une bonne probabilité qu'elle soit plusieurs fois plus grave ».

L'Exxon Valdez avait déversé 42 millions de litres de brut dans la mer après avoir heurté des écueils. Des centaines de kilomètres de côte avaient été pollués.

En Arabie saoudite, un porte-parole militaire saoudien a précisé que le brut s'écoulait dans la mer depuis environ trois jours et que la nappe s'étendait sur environ 15 km.

Selon Marlin Fitzwater, cette marée noire n'affectera pas les projets alliés « parce que les militaires peuvent s'en accommoder ». Ce sont les dégâts écologiques qui sont les plus préoccupants à l'heure actuelle, a-t-il poursuivi. « Je pense que nous assistons à une situation plutôt exceptionnelle ».

Le président irakien « Saddam Hussein n'a montré aucune déceance Voir page A-4 : Saddam



PHOTO AP

À la liste des victimes de la guerre du Golfe s'ajoutent ce cormoran souillé et des milliers d'autres. La marée noire que provoque le pétrole pompé dans des réservoirs koweïtiens pourrait causer une catastrophe écologique plus grave que celle provoquée en 1989 par l'Exxon Valdez en Alaska, affirment des écologistes. La nappe s'étend sur 15 kilomètres.

Benoît Bouchard veut secouer le Canada anglais

« Les Québécois sont déjà partis »

Chantal Hébert

de notre bureau d'Ottawa

IL POURRAIT falloir une prise de position « brutale » du Québec pour éveiller certains éléments du Canada anglais à l'urgence de revoir de fond en comble la structure actuelle du pays, averti le ministre Benoît Bouchard hier.

« Le Canada devra en général se battre pour convaincre les Québécois de revenir parce j'ai l'impression qu'ils sont déjà partis », a poursuivi le lieutenant québécois de Brian Mulroney sur le ton d'une mise en garde au reste du Canada au moment où le parti de Robert Bourassa est sur le point de dévoiler l'allure qu'il entend donner à son discours après-Meech.

Derrière l'écran de la guerre du Golfe, l'état-major du conseil des ministres a consacré une partie de ses délibérations des deux derniers jours à passer en revue le dossier constitu-

tionnel avec un oeil sur le rapport québécois qui sera rendu public mardi.

Même si le rapport Allaire est par définition un document interne au Parti libéral du Québec, il va constituer, conviennent des hauts fonctionnaires fédéraux, un premier point de repère concret dans le débat actuel. Il équivaut également au signal de départ d'une phase plus corsée de la discussion au Québec.

Or, entretemps, le fossé semble s'élargir d'un sondage à l'autre entre le Québec et le reste du Canada, le Gallup de cette semaine indiquant que 62 % préféreraient voir le Québec quitter la fédération plutôt que de lui donner plus de pouvoirs.

Certains comme Benoît Bouchard juge le temps opportun pour tenter d'administrer un traitement-choc au reste du Canada. « Je me fous comment ça va se réveiller, sur le lit, en bas du lit ou ailleurs, tant que ça se réveille », a lancé hier le ministre se-

Voir page A-4 : Bouchard

Le Parti québécois met fin au flirt avec les libéraux

Michel Venne

de notre bureau de Québec

LE PARTI QUÉBÉCOIS ne croit guère plus dans la possibilité que le Parti libéral de Robert Bourassa accepte de faire passer la patrie avant les partis et que les deux grandes formations politiques du Québec puissent ensemble mener le Québec à la souveraineté.

Après avoir tenu un discours conciliant à son égard depuis l'échec de l'accord du lac Meech et lui avoir tendu la main, les ténors du Parti québécois ont hier lancé un ultime appel, mais sans trop de conviction, au parti gouvernemental qui semble résolu à donner une nouvelle chance au fédéralisme.

Au moment d'aller sous presse, le chef du parti, M. Jacques Parizeau, s'appretait à prendre la parole devant les 1500 délégués réunis en congrès à Québec.

Le vice-président, M. Bernard Landry, a toutefois donné un avant-

goût du message que voudra faire ressortir le parti durant ce week-end. « Nous avons offert à M. Bourassa de travailler de concert avec lui à l'avènement d'un pays concret. Il semble, dit-il, qu'il s'apprête au contraire à tenter de réaliser la quadrature du cercle et de donner une dernière chance au fédéralisme canadien ». Il lui reste, selon M. Landry, une dernière occasion de rectifier son tir.

Pour la première fois en 22 années d'existence du parti fondé par René Lévesque, une majorité de la population du Québec se déclare en faveur de la souveraineté. Manifestement, les péquistes sont résolus à saisir le moment au moment où d'aucuns estiment que la vraie bataille pour l'indépendance commence ce printemps avec le congrès libéral du mois de mars et le dépôt, le même mois, du rapport de la Commission Bélanger-Campeau.

« Nous voyons arriver cette formidable récolte de près d'un quart de siècle d'efforts », a soutenu le

vice-président du parti, M. Bernard Landry. Surtout, s'est-il félicité, que non seulement le PQ a-t-il derrière son option une majorité de Québécois mais une « solide majorité » de Canadiens anglais qui préfèrent, selon le dernier Gallup, voir le Québec se séparer plutôt que de lui concéder ce qu'il demande.

Convoqué au moment où l'option souverainiste a le vent dans les voiles, le 11e congrès du Parti québécois sera celui de la main tendue. Le parti, qui vient toutefois de chuter derrière le Parti libéral dans les intentions de vote, selon le dernier sondage IQOP, voudra se présenter comme une formation rassembleuse et les discours, comme le cahier de résolutions, seront parsemés ce week-end de messages destinés à rassurer les clientèles traditionnellement les plus réfractaires au PQ : les anglophones, les gens d'affaires, les Américains et les communautés culturelles.

Voir page A-4 : Flirt

Roland Arpin, humaniste et bulldozer courtois

« L'État a un rôle fondamental à jouer dans la culture »

Gilles Lesage

de notre bureau de Québec

« LA CULTURE exige de l'État une présence active, des mesures incitatives, une législation propre à protéger la langue et la tradition françaises qui sont des valeurs essentielles auxquelles tiennent la majorité des Québécois. »

Devant cette incapacité de la Fédération canadienne à gérer la diversité qui caractérise de plus la réalité

économique et sociale du Canada — malgré le discours officiel sur le mosaïque canadienne — le Québec n'a d'autre choix que de revendiquer la pleine autonomie et la maîtrise d'oeuvre des moyens pour exercer ses choix de développement. »

Ces deux citations sont tirées du mémoire, intitulé : *La culture : un territoire indivisible*, que M. Roland Arpin a présenté, à titre d'expert invité, à la Commission Bélanger-Campeau, il y a quelques semaines,

et dont il discuté avec les commissaires, le jeudi 17 janvier. Ce document, dont LE DEVOIR a publié un extrait il y a deux jours, le directeur général du Musée de la civilisation l'a donc rédigé bien avant que le ministre des Affaires culturelles l'invite à présider le projet d'une nouvelle politique culturelle au Québec. Ce groupe-conseil de 11 membres doit revoir les orientations gouvernementales en matière de culture et sou-

mettre une proposition, à la mi-juin, à Mme Liza Frulla-Hébert, pour qui aussi le Québec doit rapatrier l'ensemble des pouvoirs en matière culturelle.

M. Arpin est déjà au travail, a-t-il confié hier au cours d'un bref entretien, d'abord pour baliser son mandat, fort large, établir la table des matières et entreprendre les consultations requises, sans refaire la roue, avec des textes de base. Prenant ex-

Voir page A-4 : Arpin



Roland Arpin

TAHAR BEN JELLOUN

Les yeux baissés Roman, 300 p., 29,95 \$

«Le nouveau roman de Tahar Ben Jelloun est un livre de baptême, un livre de souffle et de vie qui pose la seule question qui vaille : celle de l'amour.»
J.-M.-G. Le Clézio / Le Monde

«Un conte tragique et merveilleux.»
Frédéric Vitoux / Le Nouvel Observateur

Seuil



La guerre du Golfe

Une autre mission offensive, mais cette fois sans conférence de presse

Stephen Ward

de la Presse Canadienne

DOHA, Qatar (PC) — Pour la deuxième journée consécutive, des chasseurs canadiens ont participé à une mission offensive dans le golfe Persique, hier, en ouvrant la voie aux chasseurs-bombardiers américains.

Le colonel David Bartram a confirmé que des CF-18 ont accompli deux actions de « balayage » et sont tous revenus sans problème à leur base, au Qatar.

Refusant de fournir d'autres détails, le colonel Bartram s'est contenté d'émettre le communiqué suivant: « Le Canada a accompli deux missions de balayage depuis hier soir et toutes les deux se sont soldées par un succès. L'approvisionnement en plein vol a été effectué par un avion allié. »

La première action offensive des Canadiens a été réalisée jeudi, avec la participation de quatre CF-18. C'était également la première action offensive du Canada depuis la guerre de Corée, il y a 40 ans.

Contrairement à jeudi, où les pilotes avaient eux-mêmes raconté aux journalistes leur mission au-dessus de l'Irak, les autorités militaires se sont montrées avares de détails sur la mission de d'hier.

Elles ont refusé de préciser, par exemple, si les chasseurs canadiens ont essuyé le feu de l'ennemi. Les CF-18 peuvent se faire tirer dessus par des avions irakiens, des missiles terre-air ou encore la DCA (défense contre avions).

En Irak, ils s'attaquent surtout aux rampes de lancement mobiles des missiles Scud, à la défense anti-aérienne, aux entrepôts de munitions et aux centres de commandement.

Le major Robin Alford a fait savoir que les conférences de presse des pilotes à leur retour de mission

ne se feront dorénavant que « s'il y a quelque chose de nouveau ou de différent ».

Il a expliqué: « Si les pilotes rencontrent de la résistance, s'il leur arrive quelque chose ou s'ils doivent tirer sur l'ennemi, vous pourrez leur parler ».

Entre-temps, les CF-18 ont continué à assurer la protection des bâ-

timents de guerre alliés qui se trouvent dans le Golfe, dont trois sont canadiens.

La plupart des pilotes canadiens proviennent de la base de Baden-Soellingen, en Allemagne. Les autres sont de Cold Lake, en Alberta.

On compte quelque 100 chasseurs américains, canadiens et français à la base du Qatar.



Une équipe d'entretien s'apprete à remplacer les réservoirs auxiliaires d'un chasseur CF-18.

PHOTO CP

Wilson préfère couper à taxer

Les députés dépenseront moins au cours des deux prochains mois

OTTAWA (PC) — Le ministre des Finances, M. Michael Wilson, a laissé entendre, hier, que certains programmes gouvernementaux pourraient être supprimés pour financer l'effort de guerre du Canada.

« Il existe trois façons de répondre à des dépenses additionnelles, a fait remarquer M. Wilson. La première est par une hausse du déficit, l'autre est par une nouvelle répartition des montants alloués aux programmes et la troisième est par une augmentation de taxes. »

« Ma préférence ... est d'examiner en premier lieu la façon de répartir les dépenses. Ce sera encore ma priorité. »

La guerre du Golfe coûte actuellement au Canada quelque 90 millions \$ par mois. De cette somme, 30 millions \$ étaient déjà prévus pour les dépenses ordinaires de la défense nationale.

L'automne dernier, M. Wilson avait prévu que le déficit du gouvernement, au cours de l'actuel exercice financier, serait d'environ 30 milliards \$.

Le ministre des Finances doit déposer son budget à la fin de février, mais il a déclaré que les impératifs

de la guerre pourraient en retarder la présentation.

Le ministre de la Défense, M. Bill McKnight, a fait savoir pour sa part que le gouvernement a suffisamment d'argent pour appuyer l'effort de guerre jusqu'au 31 mars, fin de l'année fiscale. Le Canada a dépêché dans le Golfe trois bâtiments de guerre, 26 CF-18 et un avion-citerne Boeing 707. Un hôpital de campagne est en route. Il y a quelque 1900 militaires.

M. Wilson a signalé que les 60 millions \$ par mois qui sont dépensés en plus constituent un montant relativement peu élevé comparé aux dépenses annuelles d'environ 145 milliards \$.

Par ailleurs, les députés fédéraux devront économiser 2,6 millions \$ dans leurs dépenses au cours des deux prochains mois pour aider à payer pour la guerre du Golfe et à contrôler le déficit.

La coupe dans le budget annuel des Communes entre dans le cadre des coupes de dépenses gouvernementales de 350 millions \$ annoncées en novembre, mais ce n'est que cette semaine que les députés ont été informés des montants par le prési-

dent du Conseil du Trésor, Gilles Loiseleur.

La somme ne représente que 1 % des dépenses annuelles des Communes.

Le Sénat négocie actuellement avec le Conseil du Trésor au sujet de coupes dans son budget.

Le député conservateur Robert Layton a indiqué que comme mesure d'austérité on prévoit de retarder l'expédition des lettres que font parvenir les députés à leurs électeurs ainsi que d'exiger que les députés voyagent en classe économique au lieu de première classe.

Le leader du Nouveau Parti démocratique Nelson Riis a suggéré qu'il s'agissait d'une bonne occasion pour les députés de s'interroger sur leurs privilèges.

« Avons-nous vraiment besoin d'une salle à manger luxueuse ? D'un salon de coiffure sur la Colline parlementaire ? De voyages dispendieux à l'étranger ? »

Après une réunion d'urgence aux Communes sur la situation dans le golfe Persique, les travaux ont été ajournés mardi soir et les députés ne devraient regagner le Parlement que vers la mi-février.

EN BREF...

Morceaux de Scud à vendre

TORONTO (Reuter) — Dès la fin de la guerre du golfe Persique, vous pourrez vous procurer un petit morceau des missiles irakiens Scud pour la somme de 27,95 \$, plus taxe. C'est l'homme d'affaires Al Sikora, de Toronto, qui vous le promet. Le même homme, l'an dernier, a vendu des morceaux du mur de Berlin. Le Scud constituera donc, selon la réclame, « le souvenir le plus recherché de 1991 ». Dans un message adressé à des hommes d'affaires, M. Sikora les prévient que la livraison se fera « de quatre à huit semaines après la fin des hostilités ». Une partie des profits sera remise aux réfugiés de Jordanie. « Certaines personnes prétendent que c'est de mauvais goût, a déclaré M. Sikora. Je suis curieux de connaître la réponse des gens. »

Des musulmans dénoncent le meurtre d'un imam

LE MEURTRE de l'imam de Jaffa, non loin de Tel-Aviv, hier — meurtre perpétré, selon la radio israélienne, par des « inconnus masqués » — a été condamné avec vigueur par un représentant de la communauté musulmane du Québec, M. Ridwan Yusef. Ce dernier assimile l'événement à du terrorisme, à une action contraire au « concept de justice » propre à l'humanité. L'imam Josef Al Shur et son frère marchaient dans la rue après avoir prié à la mosquée lorsque s'est produit l'attentat, sur lequel la police israélienne a ouvert une enquête. M. Rachad Antonius, du Centre d'études arabes, déplore quant à lui que la guerre du Golfe mène ainsi à des polarisations qui n'augmentent rien de bien et qui « mettent de plus en plus de distance entre les peuples ». Par ailleurs, aujourd'hui se déroule à Montréal une marche organisée par la Coalition pour la paix. Un porte-parole du Centre culturel musulman de Montréal, M. Mohammed Berra a noté qu'un comité représentant les musulmans avait décidé de ne pas être de cette marche. M. Berra dit qu'avant le début de cette guerre, la spiritualité d'un Saddam Hussein posait un grand point d'interrogation, mais que « maintenant il est considéré comme un bon musulman ».

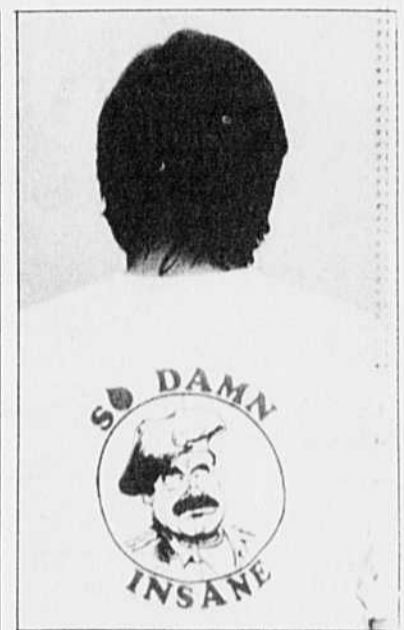


PHOTO CP

La guerre de l'imagination

De nombreuses séries de T-shirts ont été lancées sur le marché canadien depuis le début des hostilités. Tel celui-ci, produit à 1000 exemplaires dans la région de Toronto et vendu dans les bars et les magasins locaux.

AVIS DE CONCOURS

CONCOURS OUVERTS AUX HOMMES ET AUX FEMMES

DIRECTEURS DU SCRUTIN*

Nous sommes à la recherche de personnes désirant relever le défi de seconder le Directeur général des élections en devenant responsable de la tenue des événements électoraux dans leur milieu. Ces concours visent à combler les postes de directeurs du scrutin dans les circonscriptions suivantes:

ANJOU, ARGENTEUIL, CHAMPLAIN, GROULX, HULL, IBERVILLE, LAURIER, SAGUENAY, SAINT-HYACINTHE, SAINT-JEAN, SAINT-LAURENT, VANIER ET WESTMOUNT

Attributions

Assumer dans sa circonscription électorale la responsabilité de la tenue d'événements électoraux ainsi que de la délimitation des sections de vote et des secteurs électoraux.

Conditions d'admission aux concours

Posséder la qualité d'électeur et être domicilié dans la circonscription électorale pour laquelle le candidat pose sa candidature ou dans une circonscription contiguë pourvu que, dans ce dernier cas, il soit en mesure d'exercer la fonction d'une façon satisfaisante comme s'il était domicilié dans la circonscription électorale pour laquelle il est nommé.

Compétences recherchées

- Posséder une expérience dans diverses activités professionnelles ou personnelles reliée aux domaines de la gestion administrative, de la formation de personnel et des communications avec le public.
- Démontrer des habiletés professionnelles pertinentes à l'exercice des fonctions de directeur du scrutin plus particulièrement dans l'organisation d'activités, la formation du personnel et les communications avec le public.
- Posséder une connaissance suffisante de la Loi électorale.
- Avoir une très bonne connaissance de la circonscription électorale.
- Connaître la langue anglaise lorsque le nombre d'électeurs anglophones le justifie.

• L'expérience acquise dans le domaine électoral ou dans des organisations de type communautaire ou social sera considérée comme un atout.

Durée du mandat

La durée du mandat d'un directeur du scrutin est de dix ans.

Notons que la Loi électorale oblige l'employeur à accorder un congé sans solde et à ne pas exercer de sanctions à l'égard d'un employé exerçant les fonctions de directeur du scrutin et ce, pour le temps nécessaire à la gestion des événements électoraux.

Rémunération

Le taux horaire pour cet emploi est d'environ 25 \$. Le nombre d'heures requis annuellement peut varier entre 30 et 600 heures selon le nombre et la durée des activités.

Inscription

Pour obtenir un formulaire d'inscription ou toute autre information relative à ces concours, veuillez composer, entre 8h30 et 16h30, du lundi au vendredi, l'un ou l'autre des numéros de téléphone suivants:

pour la région de Québec: 643-5380
à l'extérieur de Québec (sans frais):
1-800-463-4378

Les formulaires d'inscription doivent parvenir aux bureaux du Directeur général des élections avant 16h30 le 13 février 1991.

* le masculin est utilisé ici sans aucune discrimination.

Bilan des pertes militaires et civiles

PARIS (AFP) — Voici le bilan des pertes militaires et civiles depuis le début de l'opération *Tempête du Désert* le 17 janvier, d'après les informations officielles alliées et irakiennes.

PERTES MILITAIRES

ALLIÉS: 22 avions et 1 hélicoptère perdus. 25 aviateurs portés disparus et un tué.

ÉTATS-UNIS: 11 avions perdus, dont 9 en mission.

1 hélicoptère perdu.

14 militaires portés disparus. Un mort en mission.

2 soldats tués accidentellement par l'effondrement d'un bunker.

GRANDE-BRETAGNE: 6 avions perdus, dont 5 en mission. 8 aviateurs portés disparus et deux prisonniers.

ITALIE: un avion et ses 2 membres d'équipage portés disparus.

KOWEIT: un avion et son pilote portés disparus.

ARABIE SAOUDITE: un avion perdu 'pour raisons mécaniques' (pilote indemne).

Deux avions alliés perdus mardi dont la nationalité et le sort des pilotes n'ont pas été communiqués.

Un communiqué militaire irakien publié hier matin affirmait que les pertes des forces alliées depuis le dé-

but des hostilités s'élevaient à 259 avions et missiles. L'Irak avait annoncé dimanche avoir abattu 160 avions alliés.

IRAK: de source alliée, 43 avions irakiens détruits ou abattus. Trois vedettes, trois poseurs de mines, un vaisseau de débarquement et un patrouilleur, détruits ou mis hors de combat. Cinq soldats irakiens tués lors d'un raid contre des plates-formes pétrolières au large du Koweït et trois autres tués jeudi lors d'une opération navale britannique.

Bagdad a reconnu la mort de 39 militaires (au 23 janvier).

PRISONNIERS

ALLIÉS: 5 Américains, 2 Britanniques, 1 Italien et 1 Koweïtien ont été montrés par la télévision irakienne et un autre (britannique) a été nommé par Radio-Bagdad.

Londres a confirmé que les deux aviateurs montrés et celui cité par la radio étaient des hommes de la RAF.

L'Italien montré est le navigateur de l'avion italien abattu. Les noms des 5 Américains correspondent à la liste des diparés publiée par le Pentagone.

L'Irak affirme avoir capturé un pilote britannique à indiqué hier soir l'agence irakienne INA sans préciser

la date de sa capture et son identité.

IRAK: 80 soldats irakiens faits prisonniers, dont 23 sur des plates-formes pétrolières au nord du Golfe, 6 lors d'un accrochage en territoire saoudien, 22 capturés par les forces britanniques au cours d'un engagement contre des unités navales, et 29 faits prisonniers sur la petite île koweïtienne de Qurah.

PERTES CIVILES

ARABIE SAOUDITE: 12 personnes légèrement blessées à Ryad, à la suite de l'interception de missiles Scud par des anti-missiles Patriot.

IRAK: Le président Saddam Hussein a affirmé que « nos sacrifices au 22 janvier (mardi) n'ont été que 90 martyrs, après plus de 10 000 sorties aériennes » (de la coalition). Selon les deux seuls bilans publiés par l'Irak (samedi et mercredi), 123 civils au total ont été tués et 327 autres blessés.

ISRAËL: 4 morts (1 écrasé sous les décombres, 2 par arrêt cardiaque après l'attaque du 22 janvier. 1 mort après l'attaque d'hier à Tel-Aviv) et 153 blessés, tous civils, dans les attaques ou alertes aux missiles irakiens en Israël. Quatre autres personnes se sont asphyxiées avec leurs masques à gaz pendant les alertes.

Les YMCA offrent à leurs membres une grande diversité de programmes et d'activités. C'est d'ailleurs la diversité qui fait bouger les gens à nos centres. Abonnez-vous dès maintenant et faites partie d'une classe à part.

Les YMCA, le mieux-vivre en santé.

MONTRÉAL
11 CENTRES YMCA

YMCA GUY-FAVREAU
Complexe Guy-Favreau, 200, boulevard René Lévesque ouest, 845-4277

Le Directeur général des élections du Québec
Pierre-F. Côté, C.R.

Des députés libéraux nationalistes craignent «un Meech Plus»

Michel Venne

de notre bureau de Québec

DES DÉPUTÉS libéraux nationalistes craignent que le comité constitutionnel de leur parti, le comité Allaire, propose une solution trop timide, s'apparentant à un « Meech Plus », qui ne pourrait mener à nouveau qu'à une impasse.

Sur la foi des rumeurs qui circulent à Québec, ces députés manifestent leur inquiétude mais se refusent à porter un jugement définitif avant d'avoir pris connaissance des conclusions du comité. Son rapport sera rendu public mardi au Château Frontenac, à Québec, par son président,

M. Jean Allaire, et le premier ministre, M. Robert Bourassa.

Selon ce qui a filtré à ce jour, le comité Allaire suggérerait que Québec s'engage dans une nouvelle ronde de négociation dans le but d'obtenir le rapatriement de pouvoirs dans une vingtaine de champs de compétence actuellement détenus ou partagés par Ottawa. Le Québec se présenterait toutefois à la table avec la menace de tenir au plus tard dans deux ans un référendum sur la souveraineté en cas d'échec de cette ultime chance de sauver le Canada.

Si le rapport ne contient que cela, des députés nationalistes craignent de se voir proposer une version améliorée de l'accord du lac Meech qui, rappellent-ils, a été rejetée par la

majorité des Canadiens. Le Québec n'y faisait valoir que cinq demandes. Que dira le Canada si la liste en compte une vingtaine ?

Le député de Yamir, M. Jean-Guy Lemieux, rappelle d'ailleurs les résultats du Gallup de jeudi selon lequel 62 % des Canadiens anglais préfèrent voir le Québec se séparer plutôt que de lui faire des concessions. Ce qui augure mal pour des négociations avec le reste du pays. Il soutient par ailleurs que le simple rapatriement de pouvoirs, comme ceux obtenus en décembre en immigration grâce à une nouvelle entente administrative, ne réglerait en rien les problèmes plus profonds que vit le Canada. Il souligne en outre que le Parti libéral ne sera pas lié par les

conclusions du comité et prévoit que de nombreux amendements y seront proposés au congrès de mars prochain.

En apparence, la solution qui sera rendue publique mardi, résultat d'un compromis visant à préserver l'unité au sein du parti, s'apparente à celle du professeur Léon Dion : retourner négocier avec une menace.

Un membre du comité Allaire soutenait toutefois hier sans donner plus de détails que les informations ayant filtré à ce jour dans les médias sont incomplètes et en partie erronées. Il soutient qu'il y manque un élément déterminant du rapport lequel ferait la différence entre la solution Dion et la proposition libérale et serait de

nature à rassurer les nationalistes.

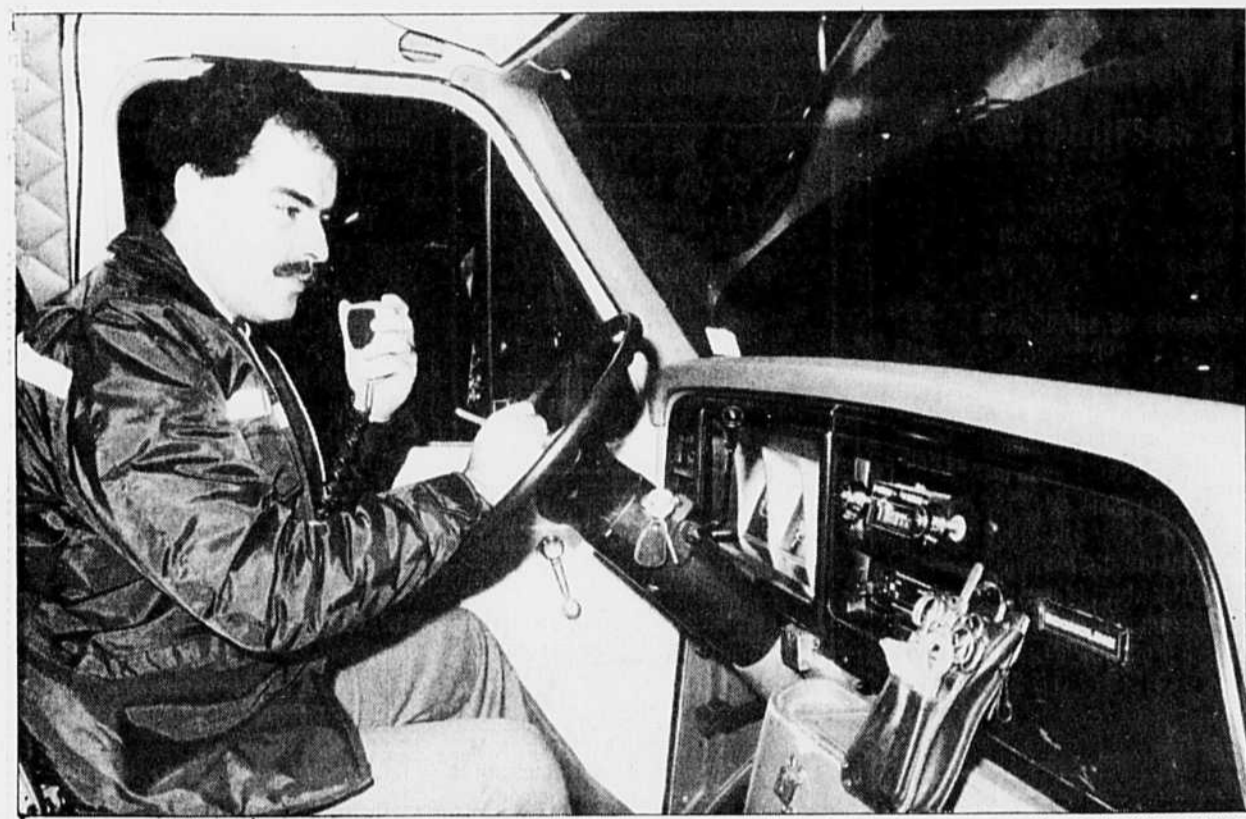
M. Lemieux et ses collègues, qui ont eu l'écho de bien des rumeurs parfois contradictoires sur le contenu du rapport, ont tous été très prudents hier et leurs critiques mesurées. Aucun n'a évoqué une quelconque mutinerie en gestation au sein de la députation, contrairement à ce qui avait été rapporté cette semaine.

Le représentant des Jeunes libéraux au comité Allaire, M. Michel Bissonnette, affirme que les jeunes du parti, qui réclament la pleine autonomie politique du Québec, pourront vivre avec la solution finalement retenue.

Si cette proposition est conforme à ce que l'on lit dans les journaux, sou-

tient pour sa part le nationaliste député de Laval-des-Rapides Guy Bélanger, il pourra s'en accommoder. « Cela revient à dire une dernière chance au Canada, convient-il. Mais cette fois, ils (les Canadiens anglais) savent qu'on est sérieux ». S'il n'en tenait qu'à lui, tout irait plus vite. « Ça fait 40 ans qu'on se fait dire non, je n'ai pas besoin de me le faire dire encore une fois, dit-il. J'ai compris ».

Les députés libéraux pourront prendre connaissance du rapport Allaire avant sa publication lors d'une réunion spéciale au Château Frontenac lundi soir. Assez tard, dit-on, pour qu'aucune fuite ne puisse altérer le contenu des journaux du lendemain...



Urgences Santé tente actuellement de convaincre ses employés, réunis en coopérative, d'accepter un plan d'achat des ambulances.

PHOTO JACQUES GREMIER

Urgences Santé cherche à éviter la faillite de ses ambulanciers

Paul Cauchon

LA COOPÉRATIVE des techniciens ambulanciers d'Urgences Santé a négocié pendant toute la journée hier avec la corporation d'Urgences Santé qui lui avait proposé, mercredi, l'achat de sa flotte ambulancière. Cet achat entraînerait un plan de redressement drastique au moment où la coopérative des ambulanciers frôle la faillite : sa dette accumulée dépasse les 18 millions \$.

Dans l'immédiat, le porte-parole d'Urgences Santé soutient que le service n'est pas perturbé. Jeudi on a craint qu'une assemblée générale des employés n'entraîne un débrayage, mais selon Claude Desrosiers, de la corporation, « la population n'a pas à s'inquiéter en ce qui concerne les transports d'urgence. On peut toutefois signaler un certain retard dans les transports de moindre urgence, les transports inter-

tablissements ». Les négociations peuvent se poursuivre ce week-end.

La corporation à but non lucratif d'Urgences Santé est née en 1989 dans la controverse, sujette à une lutte serrée de la part du Parti québécois qui s'opposait à la façon dont l'opération était menée. Le ministre de la Santé voulait alors regrouper dans une même corporation les différents services ambulanciers gérés par des compagnies privées.

Près de 1000 techniciens ambulanciers sont alors devenus employés de la corporation. Mais ces techniciens se sont eux-mêmes formés en coopérative, la « Coopérative des travailleurs des services ambulanciers du Montréal métropolitain », et ils ont acheté leurs véhicules. Les membres de la coopérative sont donc à la fois employés d'Urgences Santé, propriétaires de leurs ambulances et patrons d'un autre groupe de 140 employés d'entretien et de garage !

En septembre dernier le ministère

de la Santé demandait à Urgences Santé d'explorer les possibilités d'achats de la flotte ambulancière. Curieusement c'est l'introduction de la TPS qui a relancé le dossier et qui a servi de détonateur à la crise actuelle.

En effet, Urgences Santé doit payer la TPS si elle loue les véhicules, mais ne la paye pas si elle en est propriétaire. En achetant les véhicules, Urgences Santé sauverait un million de dollars annuellement en taxe.

Dans la recherche d'une entente, Urgences Santé a pris connaissance des états financiers de la coopérative en décembre dernier... pour réaliser que le déficit d'exploitation de la coop s'élevait à 3 millions \$ après deux années d'existence, et que sa dette accumulée était de 18,5 millions \$.

Mercredi dernier Urgences Santé proposait donc à la coopérative une « bouée de sauvetage », selon Claude Desrosiers : l'achat des véhicules, mais assorti d'un plan de redressement dans lequel 66 des 140 postes d'employés d'entretien seraient abolis. Le plan prévoit aussi que les salaires seraient diminués pour être harmonisés avec le service public, et que la convention collective serait appliquée de façon « plus souple ».

Cette proposition a d'abord été refusée par la coopérative et par le RETAQ-CSN, le syndicat qui regroupe les ambulanciers. Confrontés à la faillite potentielle de leur coopérative, les employés acceptaient cependant de rouvrir la discussion hier matin.

Selon le représentant d'Urgences Santé la corporation paye 12,3 millions \$ par année en frais de location d'ambulances. La flotte actuelle est composée de 132 véhicules ambulanciers (dont les coûts dépassent 100 000 \$ chacun) et de 24 véhicules-médecins. Il est de notoriété publique que certains véhicules en sont au bout de leur rouleau.

Le budget d'opération d'Urgences Santé pour 89-90 s'élève à près de 40 millions \$, auxquels il faut ajouter plusieurs autres millions en vertu d'ententes antérieures liées à la restructuration.

«Enfin un ministre qui veut une véritable politique culturelle!»

Serge Turgeon réagit favorablement au plan de Frulla-Hébert

Roland Parent

de la Presse Canadienne

LE PRÉSIDENT de l'Union des artistes, Serge Turgeon, ne croit pas que les récentes déclarations de la ministre québécoise des Affaires culturelles, Liza Frulla-Hébert, constituent un abandon de la promesse libérale de consacrer 1 % du budget de la province au domaine culturel.

La ministre a annoncé hier son intention de rapatrier l'ensemble des pouvoirs fédéraux en matière culturelle assumés notamment par Téléfilm, Radio-Canada et l'Office national du film. Elle a créé une équipe chargée de mettre au point une politique culturelle globale présidée par le directeur du Musée de la civilisation, Roland Arpin. Les propositions sont attendues d'ici le 14 juin.

Un débat public et une commission parlementaire devraient suivre.

M. Turgeon ne craint pas que la

ministre Frulla-Hébert ne cherche qu'à gagner du temps en commandant une autre étude, comme l'a soutenu hier la critique péquiste en matière culturelle, André Boulerice.

« Ce que je retiens de la déclaration de Mme Hébert c'est qu'elle veut enfin après 30 ans que le ministère des Affaires culturelles se dote d'une véritable politique culturelle ».

« Quand elle réclame le rapatriement de tous les pouvoirs en matière culturelle, je trouve qu'elle va très loin et j'imagine qu'elle sait ce qu'elle dit », a déclaré M. Turgeon hier.

Quant à la politique de 1 %, actuellement la portion du budget du Québec consacrée à la culture est de 0,3 %, M. Turgeon juge qu'elle s'inscrit dans une politique globale.

« Si on basait notre politique culturelle uniquement sur l'exigence de 1 %, ça donnerait quelques millions de dollars de plus, quelques artistes et quelques œuvres de plus. C'est

pas ça qui ferait que la culture se porterait mieux pour autant au Québec », a-t-il fait valoir.

Par contre, le président de l'UDA mise énormément sur une véritable politique culturelle.

« Ça veut dire qu'on va contrôler notre création, notre production, notre diffusion et notre distribution. Ça déborde largement l'objectif de 1 % ».

M. Turgeon est bien conscient qu'il reste beaucoup de discussions à faire et que ces discussions imposeront de nouveaux délais.

« Est-ce que ça nous mènera à la veille d'une élection ou en plein référendum ou autre chose ?, s'interroge-t-il. L'essentiel c'est que le Québec annonce clairement ses couleurs et dise qu'au point de vue culturel c'est le rapatriement complet, c'est la souveraineté ».

Les débats du congrès de l'Union des artistes, cette fin de semaine à Montréal, permettront de vérifier si l'enthousiasme du président Turgeon est partagé par les artistes-membres.

Les ingénieurs de l'État en ont assez de négocier

Sylvain Blanchard

APRÈS 24 mois de négociation, les 1100 ingénieurs du gouvernement du Québec ont décidé qu'ils en avaient assez entendu.

Dès lundi, ils déclencheront une série de moyens de pression destinés à « déranger » l'appareil gouvernemental et à amener l'employeur à reconnaître « la profonde injustice » dont ils sont victimes sur le plan salarial, a expliqué hier le président de leur association professionnelle, M. Jean Dugré.

Estimant être sous-payés par rapport à leurs confrères du secteur privé, les ingénieurs du gouvernement tentent d'obtenir une formule de rémunération qui ferait en sorte que la moitié des ingénieurs de la province gagnent plus qu'eux, mais que l'autre moitié gagnent moins.

« C'est le principe de la médiane, explique M. Dugré. Actuellement, les ingénieurs les plus expérimentés du gouvernement gagnent environ 47 000 \$. Pour nos 700 membres qui figurent dans cette catégorie, on demande 67 000 \$, alors que le Conseil du Trésor, lui, offre des augmentations de 4 % la première année de la

convention et de 5 % et 4 % pour les deux autres années ».

Jean Dugré affirme que les ingénieurs ayant plus de 8 ans d'expérience n'ont plus d'intérêt à exercer le génie dans la fonction publique, car Québec refuse depuis 82 de reconnaître leur compétence technique sur le plan salarial.

« En 1975, soutient-il, les ingénieurs du gouvernement avaient un salaire plus élevé que la moitié de l'ensemble des ingénieurs du Québec. 15 ans plus tard, ils gagnent moins que 90 % des autres ingénieurs de la province ».

La plupart des clauses normatives ont déjà fait l'objet d'ententes de principe, mais du côté monétaire, c'est l'impasse totale.

La Cour suprême permet des activités politiques dans les aéroports gouvernementaux

d'après la Presse Canadienne

OTTAWA — La Cour suprême du Canada a ouvert la porte aux activités politiques dans les aéroports gouvernementaux.

Le plus haut tribunal du pays a statué, hier, que le gouvernement avait violé la liberté d'expression garantie dans la Charte canadienne des droits et libertés en empêchant deux membres du Comité pour la république du Canada de distribuer des dépliants et de recruter de nouveaux membres à l'aéroport de Dorval.

Le juge Claire L'Heureux-Dubé a fait remarquer que c'était la première fois que la Cour suprême se penchait sur les restrictions que pouvait imposer le gouvernement à la liberté d'expression sur sa propriété.

L'avocat du Comité pour la république du Canada, Gérard Guay, a soutenu qu'il s'agissait d'une cause

marquante, d'une victoire fracassante de l'individu contre l'État.

Me Guay s'est montré heureux de voir que c'était une petite organisation politique impopulaire qui avait remporté cette bataille. Le Comité pour la république du Canada, devenu depuis un parti fédéral, est lié à Lyndon LaRouche, un activiste américain d'extrême droite.



Université de Montréal

Les Bourses de 1^{er} cycle

- 5 bourses de 5 000 \$
- 10 bourses de 2 500 \$
- 30 bourses de 1 500 \$

Ces bourses sont réservées à des étudiants du collégial qui s'inscrivent à l'Université de Montréal. Elles sont renouvelables pour toute la durée des études de 1^{er} cycle.

Date limite de réception des dossiers
1^{er} mars 1991.

Les formulaires sont disponibles dans les cégeps et dans les collèges aux services d'aide financière et au bureau de M. Yves Therrien, Secrétaire, Comité d'attribution des bourses de 1^{er} cycle, Université de Montréal, C.P. 6128, succursale A, Montréal (Québec) H3C 3J7

ENCAN

Les Beaux Objets

1153, Mont-Royal Est
coin de la Roche
MARDI le 29 JANVIER 1991
19h00

Succession complète, meubles, bijoux, or, argent, porcelaines, antiquités, tableaux, lampes, pièces de monnaie, montres de poche, horloges, objets des années 50, etc...

INFO: 598-0827
visite samedi 26 janvier, dimanche 27 janvier et lundi 28 janvier de 10h à 16h (lundi jusqu'à 21h)

ANNUAIRE DES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES DE LA MONTRÉGIE

• âge d'Or • communauté culturelle • culture • école • environnement • garderie • social • sports & loisirs, etc...

Un outil de consultation et de référence indispensable pour rejoindre un organisme public, para-public et communautaire

ANDRÉ BLANCHARD*

524 de Castelnau, Montréal, H2R 1R5 (514) 270-4945

J'aimerais recevoir _____ exemplaire(s) de l'Annuaire des Ressources communautaires de la Montérégie 1990-1991, au coût total de 40.45 \$ l'unité (tous les frais compris). J'envoie ma commande à: ARC de la Montérégie à l'adresse ci-haut mentionnée.

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____ CODE POSTAL _____
VILLE _____ TÉL.: () _____

* André Blanchard, auteur de 5 éditions de l'ARC de l'île de Montréal et intervenant psychosocial.

FONDS FEAR
FONDS POUR LA FORMATION DE CHERCHEURS ET L'AIDE À LA RECHERCHE

Gouvernement du Québec
Ministère des Transports

SUBVENTIONS DE RECHERCHE SUR LE TRANSPORT DES MARCHANDISES

(3^e concours⁽¹⁾)

Un programme de subventions de recherche portant sur le transport des marchandises est offert conjointement par le ministère des Transports du Québec et le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR). Il s'agit de la seconde ACTION CONCERTÉE SUR LE TRANSPORT DES MARCHANDISES.

Admissibilité: Les chercheurs⁽²⁾, seuls ou en groupe, résidant au Québec, qui proviennent des établissements universitaires ou collégiaux, des instituts de recherche à caractère public ou qui n'ont pas d'affiliation institutionnelle reconnue sont invités à présenter une demande.

Objectifs: poursuivre les efforts de la première Action concertée (1985-1988) afin de sensibiliser les chercheurs à l'importance de ce secteur de recherche; consolider les pôles de chercheurs afin de leur permettre, suite à cette Action concertée, de tirer profit d'autres programmes de subventions et de différentes sources de contrats; inciter les chercheurs issus de diverses disciplines à travailler à l'amélioration du transport des marchandises; augmenter le potentiel de recherche en contribuant à la formation des chercheurs et des experts dont le Québec a besoin dans le domaine du transport des marchandises, que ce soit en matière de transport routier ou de transport maritime; stimuler la diffusion des connaissances dans le domaine du transport des marchandises et encourager leur utilisation.

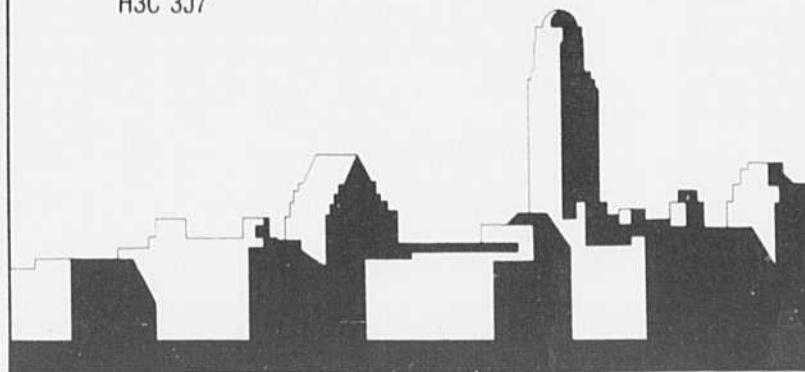
Critères⁽³⁾: pertinence du projet (importance des retombées et des impacts escomptés); qualité du projet (objectifs, problématique, méthodologie); qualité du ou des chercheur(s) (capacité, production scientifique); concertation avec le milieu (entreprises, organismes publics); créativité et innovation (originalité de la recherche, avancement des connaissances).

Crédits disponibles pour l'exercice 1990-1991: 375 000 \$

Inscription:	Date limite de dépôt des demandes	Annnonce des subventions
	15 mars 1991	Mai 1991

1) Puisqu'il ne reste qu'un an à cette Action concertée, les projets soumis pourront bénéficier de subventions annuelles.
2) La forme masculine désigne, lorsqu'il y a lieu, aussi bien les femmes que les hommes.
3) Des précisions quant aux critères utilisés sont données dans le Guide d'appel d'offres 1990-1991 de l'Action concertée sur le transport des marchandises (FCAR-95). Ce guide et les formulaires nécessaires pour présenter les demandes sont disponibles dans les universités et au Fonds FCAR à l'adresse suivante:

Fonds FCAR
3700, rue du Campanile, bureau 102
Sainte-Foy (Québec)
G1X 4G6
Téléphone: (418) 643-8560



Ryan accepte un corps policier autochtone à Kahnawake

Pierre April
de la Presse Canadienne

QUÉBEC — Le ministre de la Sécurité publique, Claude Ryan, ne s'oppose pas à ce que Kahnawake soit doté d'un corps policier entièrement autochtone, à condition que la Sûreté du Québec et la GRC puissent continuer à intervenir sur le territoire mohawk.

Hier, M. Ryan a fait parvenir une lettre au Grand chef du Conseil de bande de Kahnawake, Joe Norton, définissant les principes de base d'une éventuelle collaboration sur la surveillance policière dans cette ré-

serve. Il n'est cependant pas question de céder sur les grands principes du respect et de l'application juste et équitable des lois du Québec et du Canada ni de nier la responsabilité pour le service policier autochtone de collaborer avec d'autres corps policiers, a-t-il précisé à la presse.

Pour assurer le bon fonctionnement du service de police local, qui pourrait être composé de « Peacekeepers », M. Ryan a indiqué qu'il devrait bénéficier de ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat, incluant une formation adéquate.

La proposition du ministre prévoit

la mise sur pied d'un comité de sécurité composé de membres des communautés desservies qui seraient responsables du personnel, de l'établissement des priorités et du maintien de l'éthique policière devant le Conseil de bande mohawk.

« Nous voulons que soit institué un corps policier local, a expliqué M. Ryan, comme il en existe beaucoup dans d'autres communautés autochtones comparables au Québec ».

« C'est la politique du ministère de la Sécurité publique de favoriser l'émergence de services de police issus du plus possible des communautés qu'ils sont appelés à servir », a expliqué M. Ryan.

Dans sa lettre au chef Norton, le ministre a par ailleurs insisté sur la nécessité pour un éventuel service de police local « d'être libre de toute entrave politique ».

Il a aussi insisté sur le fait que le service policier mohawk devra collaborer avec les autres corps policiers. « Pour ces raisons, a précisé le ministre, il devra reconnaître à la GRC et à la SQ le droit d'intervenir chaque fois qu'elles le jugeront nécessaire à l'intérieur du territoire de Kahnawake ».

Le ministre de la Sécurité publique est convaincu qu'avec un peu de bonne volonté, les problèmes de surveillance policière à Kahnawake

pourront être réglés. « Mais cela prend le consentement de la communauté et la collaboration des autres corps policiers », a-t-il dit.

M. Ryan a par ailleurs précisé qu'il n'avait pas du tout l'intention de plier sur les grands principes de justice.

« À chaque jour suffit sa peine, a-t-il ajouté, mais nous ne reculons pas sur des choses déjà instituées et je ne pense pas qu'on doit céder à la force et au chantage ».

La réponse du chef Joe Norton à la lettre et aux propositions du ministre Ryan n'a pas tardé à être connue. Dans un bref communiqué émis en

fin de journée, le Chef du Conseil de bande de Kahnawake a accusé réception de la lettre et a indiqué qu'il allait la soumettre aux membres de sa communauté.

« Les idées contenues dans la proposition ne sont pas nouvelles, a écrit M. Norton, elles ont déjà fait l'objet de discussions et nous avons déjà expliqué la position des Mohawks ».

M. Norton a conclu en disant que sa communauté recherchait, elle aussi, une solution pacifique, mais que « l'atmosphère est toujours viciée par les patrouilles incessantes et les tactiques de harcèlement de la GRC et de la SQ dans le territoire de Kahnawake ».

SUITES DE LA PREMIÈRE PAGE

◆ Arpin

emple de l'important Musée qu'il dirige à Québec, M. Arpin note qu'on se préoccupe de plus en plus, à bon droit, du service au citoyen. Les besoins sont immenses pour les créateurs et la politique, outil de développement, doit être bien adaptée.

Ceux qui doutent de la pertinence du choix de M. Arpin devraient lire les conférences et prises de position de cet humaniste, teinté d'un bulldozer courtois quand il est convaincu qu'il faut aller de l'avant. En particulier, le mémoire qu'il a soumis à la Commission, à la demande de cette dernière, est le fruit d'une longue et patiente réflexion d'un éducateur et administrateur de 56 ans, qui fait le bilan et s'attache à l'essentiel. La culture, dit-il, n'est pas une abstraction, mais le thème unificateur, le dénominateur commun le plus important de la société. « La responsabilité que doit exercer l'État ne saurait être partagée entre des partenaires qui poursuivent des objectifs divergents... L'importance de la culture est telle que sa maîtrise d'oeuvre ne saurait être partagée avec des intervenants qui n'adhèrent pas à ses valeurs et ses formes d'expression... Une double responsabilité dans le domaine de la gestion des programmes culturels et du développement des équipements et des réseaux est improductive et engendre la confusion. Dans le cas qui nous préoccupe, la responsabilité ne saurait qu'être dévolue exclusivement au Québec ».

Le succès extraordinaire du Musée qu'il dirige depuis sa création en 1987 (plus de 2000 visiteurs par jour, 785 000 par année), M. Arpin l'attribue au fait que les Québécois y trouvent le reflet de leurs aspirations profondes, à travers une démarche généreuse, diversifiée, ouverte sur les autres cultures et sur le monde. Ne se voyant pas comme technocrate, mais comme humaniste, M. Arpin se dit choqué d'être revenu à des affaires plus culturelles. « Le trésor disparaîtrait un jour, mais la civilisation restera... »

« L'État, dit encore M. Arpin, a un rôle fondamental à jouer dans la culture, dans la mesure même où il lui revient de créer les conditions essentielles d'accès à la vie culturelle. Plus encore, l'État ne doit pas craindre de jouer dans la culture — comme il le fait d'ailleurs souvent dans les secteurs économique et commercial — un rôle subsidiaire dont il doit se départir, en faveur de relais, chaque fois que cela est possible. Enfin, s'il est un domaine où l'État partenaire prend tout son sens, en raison de sa capacité de servir de levier financier, c'est bien dans la culture. » Va-t-on vers le désengagement de l'État-providence. « Désengagement n'est pas le bon mot. Je pense que les gouvernements modifient leurs missions, leurs priorités, changent des dossiers majeurs pour d'autres. » Mais il faut unifier ces nouveaux lieux et structures qui façonnent le nouveau visage de la société, mettre fin aux tiraillements. Moins de centralisation, plus de planification.

En mai dernier, il s'exclamait : « Pour le plaisir, pour les affaires, pour l'honneur ou pour la gloire, favorisons des rapprochements, des collaborations, des maillages entre la culture, le monde des arts, les mi-

lieux d'affaires et les gouvernements. La culture est le ciment national, un ciment qui doit s'avérer résistant et capable de lier ensemble des partenaires qui, tout en poursuivant leurs objectifs propres, démontrent de plus qu'ils peuvent s'unir pour une cause commune ».

Administrateur public polyvalent, M. Arpin est arrivé au gouvernement en 1975. Jusqu'en 1980, il fut sous-ministre adjoint à l'Éducation puis, durant quatre ans, sous-ministre des Affaires culturelles. De 1984 à 1987, il fut secrétaire du Conseil du Trésor. Enseignant de formation, il avait auparavant poursuivi une carrière de professeur et d'administrateur scolaire dans diverses régions. De 1968 à 1975, il occupa diverses fonctions, dont celle de directeur général, au Cégep de Maisonneuve, à Montréal. Il fut président de la Fédération des Cégeps de 1972 à 1975. De 1976 à 1980, il a siégé à la Commission d'éducation de l'OCDE, à Paris, en assumant la vice-présidence durant deux ans. Observateur privilégié de l'action gouvernementale et de l'administration publique, conférencier recherché, à la fois critique et passionné, il développe depuis près de quatre ans une institution d'envergure nationale et internationale, qu'il voit comme « un centre d'interprétation de l'aventure humaine, sans frontière, mais enraciné au Québec ».

« Entre les jeunes et le Musée, selon *L'Actualité* de janvier 1990, c'est une histoire d'amour, affirme son directeur. Entre Roland Arpin et le Musée de la civilisation aussi. Que souhaiter au Musée de la civilisation pour ce premier anniversaire ? Sans doute de 'conserver' son directeur très longtemps. C'est une pièce rare. Ce qui m'intéresse dans la vie, a-t-il confié, ce sont les fenêtres qu'on me permet d'ouvrir sur des univers nouveaux. Les étiquettes importent peu. Dans le travail, je suis passionné par les contenus et les personnes. »

Homme de culture, passionné de botanique et de bricolage de haute gamme, grand lecteur et grand voyageur, il aime à se mesurer à des enjeux complexes et à faire des synthèses. Foncteur, on le dit capable de « patiner sur une glace mince quand il s'est fait une tête sur quelque chose... »

On comprend facilement pourquoi il a accepté d'embler le défi que lui a lancé Mme Frulla-Hébert. Avec tact et fermeté, il le mènera à terme et dans le délai requis.

◆ Bouchard

lon qui les Québécois sont psychologiquement déjà détachés du Canada.

Sans reprendre à son compte les déclarations ou le ton de son lieutenant québécois, le premier ministre semble au même diapason. « Je ne suis pas certain que tous les Canadiens réalisent le sérieux de ce qui se prépare, a admis Brian Mulroney, il y en a qui vont avoir plusieurs surprises... »

Pour autant, Ottawa n'a pas l'intention de faire de réplique très élaborée au rapport Allaire, réservant plutôt ses forces pour celui de la Commission Bélanger-Campeau.

« Il y aura une réaction, mais elle sera préliminaire », indique Gilbert Lavoie, le secrétaire de presse du premier ministre, tandis que Brian Mulroney lui-même souligne que c'est un rapport interne à un parti politique.

Mais, l'idée de voir la notion d'un référendum retenue par Robert Bourassa est préoccupante pour le gouvernement Mulroney. En plus de confronter Ottawa à une échéance précise, que certaines de ses troupes du reste du Canada risquent de percevoir comme un ultimatum, un pro-

jet de référendum est susceptible d'accroître les tiraillements que subissent plusieurs députés du Québec.

Brian Mulroney, qui avait minimisé l'idée d'un référendum lors de sa conférence de presse de fin d'année il y a quelques semaines, ajuste déjà le tir, précisant qu'il avait simplement indiqué qu'à son avis un référendum n'était pas pour demain.

Mais la prochaine phase importante de l'opération fédérale coïncidera vraisemblablement avec la publication des conclusions de la Commission Bélanger-Campeau ou la précédera de peu. Le gouvernement fédéral plongera alors à son tour dans le débat entourant la question-clé du partage des pouvoirs.

Un document de réflexion sur la question, indique-t-on au sein de l'équipe responsable de sa rédaction, sera prêt d'ici un mois.

Depuis le début, la stratégie du gouvernement fédéral a consisté à ponctuer les grandes étapes de la démarche québécoise d'interventions de son cru.

C'est ainsi que le forum de Keith Spicer a vu le jour en catastrophe juste à temps pour le début des travaux de la commission québécoise. De la même façon, Brian Mulroney s'est repositionné dans le débat sur l'unité nationale lors d'un discours à Buckingham au terme d'un grand tour de table de la Commission B.-C. particulièrement éprouvant pour les nerfs du reste du Canada. Il a lancé du même coup des discussions pour trouver une solution de rechange à la formule d'amendement dont Québec ne veut plus entendre parler. Mais la question-clé, avait-il alors admis, demeure celle du partage des pouvoirs.

◆ Flirt

Les militants auront l'occasion ce matin de faire la démonstration de leur unité retrouvée. Ils seront appelés à réitérer leur confiance à leur chef M. Jacques Parizeau, par un vote secret qui doit avoir lieu, en vertu des statuts de ce parti, au premier congrès national suivant des élections générales.

Les quelque 1500 délégués des 125 comités du Québec disposeront enfin du débat sur les modalités d'accès à la souveraineté. L'exécutif national a concocté une proposition de compromis qui semble avoir rallié les plus pressés partisans de la thèse de l'élection référendaire dans les instances régionales.

La proposition de la direction du parti prévoit qu'une fois élu, le gouvernement du Parti québécois fera adopter par l'Assemblée nationale une déclaration affirmant la volonté du Québec d'accéder à la pleine souveraineté. Il créera un comité chargé de rédiger un projet de constitution qui sera soumis, au moment opportun, à un référendum. Et amorcera les discussions avec le reste du pays sur le transfert des pouvoirs, le partage des actifs et des dettes et sur des formules d'association économique.

Certaines associations de comté souhaitent que la résolution prévoit un référendum « dans les plus brefs délais », ce qui pourrait donner lieu à des débats intéressants.

Quelque 847 projets de résolution modifiant le programme du parti dans tous les secteurs seront soumis à la discussion au cours de la fin de semaine. Notamment, une proposition reconnaissant aux nations autochtones du Québec le droit de créer des gouvernements autonomes dans un Québec souverain et rendue publique en décembre sera débattue et mise aux voix.

Les militants se donneront enfin un nouvel exécutif dont trois membres sont élus sans opposition : M.

Bernard Landry (1er vice-président), M. Paul Bégin (2e vice-président) et Mme Francine Lalonde (conseillère au programme). Une nouvelle recrue du monde des affaires, dont l'adhésion avait été saluée avec intérêt par M. Parizeau en décembre, Mme Rita Dionne-Marsois, brigue le poste de trésorière. Elle doit toutefois affronter un militant de longue date de Chicoutimi, M. Yvon Lavoie. Quatre députés se disputent les trois sièges qui leur sont réservés. Tandis que sept candidats se font la lutte pour les trois postes restants.

La campagne électorale allait bon train d'ailleurs hier soir. Banderolles, macarons et tracts le disputaient aux affiches parsemées sur les murs. L'atmosphère était aux réjouissances.

◆ Saddam

quand il s'est agi de vies humaines. On ne pouvait pas s'attendre à une autre attitude vis-à-vis de l'environnement », a ajouté le porte-parole.

Le général Robert Johnston, chef d'état-major des forces américaines dans le Golfe, a pour sa part estimé que les Irakiens auraient du mal à mettre le feu à la nappe de pétrole. Mais si l'Irak y parvient lors d'une opération de débarquement alié, ce ne sera qu'un problème de plus à régler, a-t-il dit : « Nous pouvons faire avec ».

À New York, les courtiers en pétrole ont quant à eux tenu l'information pour négligeable, en faisant valoir que, du fait de l'embargo imposé à l'Irak après l'invasion du Koweït, pas une goutte de brut n'a été exportée par ces deux pays.

Le marché pétrolier « ne semble pas réagir », a déclaré Mark Scullion, analyste de la Gerald Inc. « La marée noire n'a aucun rapport avec les stocks dont nous avons besoin actuellement ».

Aux journalistes qui lui demandaient si les États-Unis et leurs alliés pourraient lancer une opération militaire pour arrêter le flot de pétrole, Marilyn Fitzwater a répondu que c'était une possibilité. « Le feu ou une explosion est certainement un moyen possible de traiter une marée noire », a-t-il dit. Il a cependant ajouté qu'il n'était pas sûr que la nappe de pétrole puisse être enflammée.

Le président George Bush a déclaré hier que les États-Unis feraient tout leur possible pour arrêter le déversement de pétrole koweïtien dans le Golfe par l'Irak.

Le président américain a affirmé que cette marée noire était un exemple de comportement « malsain » du président irakien Saddam Hussein. « Cela me préoccupe beaucoup parce que cela n'a rien de rationnel », a-t-il dit au cours d'une conférence de presse.

« Je peux vous assurer que tous les efforts seront faits pour essayer d'arrêter ce flot (de pétrole) dans le Golfe et pour empêcher ce qui a été déversé de se répandre vers le Sud, a-t-il ajouté. Les scientifiques, les gens de l'industrie pétrolière et les militaires se consultent étroitement ».

Le chef de l'État américain a affirmé que cette marée noire n'avait aucune valeur militaire et n'aurait notamment aucun effet sur une offensive terrestre contre l'Irak et un débarquement au Koweït.

De son côté, l'Irak rejette sur les États-Unis la responsabilité de la marée noire qui se développe dans le Golfe dans une lettre diffusée hier au siège de l'ONU à New York.

Les autorités irakiennes précisent que les forces américaines ont provoqué « une vaste nappe de pétrole »

L'ambassadeur d'Irak au Canada connaît l'enfer

OTTAWA (PC) — La guerre du Golfe, jusqu'ici, n'a causé que des ennuis à l'ambassadeur d'Irak à Ottawa, M. Hisham Ibrahim al-Shawi.

Il y a tout d'abord le fait que sa ville natale, Bagdad, est constamment bombardée, avec l'aide de Canadiens.

Puis, quatre membres de son personnel ont été chassés du pays, étant considérés comme indésirables.

M. Hisham, par ailleurs, voulait envoyer ses deux enfants à Oxford, où il a lui-même fait ses études, mais la porte de la Grande-Bretagne leur est fermée, à cause de restrictions apportées à l'immigration des Irakiens.

Il reste finalement la carrière de M. Hisham, qui ne vaudra probablement pas cher lorsque le cas de Saddam Hussein aura été réglé.

Selon M. Patrick Best, un chroniqueur diplomatique, l'ambassadeur irakien « n'a rien à gagner (de cette

guerre) et il a au contraire tout à perdre ».

Avant le déclenchement des hostilités, M. Hisham était bien vu dans les milieux diplomatiques d'Ottawa. Il est le deuxième diplomate arabe en ancienneté, après l'ambassadeur de Jordanie.

Nationaliste, il ne peut qu'éprouver de la douleur à la vue de ce qui se produit dans son pays actuellement, a fait remarquer le député conservateur Rober Corbett, l'un des trois parlementaires canadiens qui se sont rendus en Irak, en novembre dernier, pour négocier la libération de cinq otages canadiens.

Diplômé en relations internationales à Oxford, M. Hisham parle anglais avec un accent britannique et est considéré comme un intellectuel. Il est l'auteur d'au moins deux livres, dont l'un s'intitule « The Art of Negotiation » (L'art de la négociation).

en coulant deux pétroliers irakiens, mardi dernier.

« Ce n'est pas la première fois que les États-Unis font du mal à l'environnement et exposent les hommes et la faune à de graves dangers par des essais nucléaires, des déchets nucléaires et autres produits toxiques », écrivent-elles.

Le texte appelle la communauté internationale et notamment les organisations écologistes à « dénoncer cette acte criminel et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre fin à de telles actions ».

« Pour sa part, l'Irak, qui respecte le droit à la vie de tout être humain et qu'Allah a doté de richesses naturelles, est prêt à coopérer avec quiconque pour mettre fin à ces crimes », ajoutent les autorités irakiennes.

Cette marée noire qui se propage dans le Golfe à partir du Koweït pourrait mettre hors d'usage des usines de désalinisation d'eau de mer, perturber la pêche et causer des ravages dans l'environnement, estiment des responsables américains et des écologistes.

Is accusent l'Irak d'avoir délibérément provoqué cette marée noire qu'il qualifie d'acte d'« éco-terrorisme ».

« Cela ... pourrait détruire le Golfe pour des décennies », selon le Sierra Club, un mouvement écologiste californien. Des responsables américains parlent d'un désastre pire que celui provoqué en 1989 en Alaska par le pétrolier Exxon Valdez.

Le responsable du département américain de l'Énergie a dit que les usines de désalinisation, sur la côte saoudienne, pouvaient aussi être des objectifs. « Le Koweït et l'Arabie saoudite dépendent pour une bonne part d'usines de désalinisation pour leur ravitaillement en eau douce », a-t-il souligné.

« Il est important de savoir que l'approvisionnement en eau douce des gens de cette région dépend de ces usines pour environ 90 % », a affirmé de son côté Mark Whiteis-Heim, porte-parole de l'organisation écologique Les Amis de la Terre.

Selon des responsables du département américain de la Défense, la marée noire et les incendies que l'Irak est accusé d'allumer dans les champs pétrolifères représentent la menace la plus grave pour l'environnement, bien que les bombardements alliés sur les usines chimiques, biologiques et nucléaires irakiennes comportent aussi des risques de catastrophe.

Pour Dorothy Smith, porte-parole de l'organisation écologiste internationale Greenpeace, les dégâts infligés à l'environnement seront énormes.

Le golfe Persique est un écosystème fermé. Il est aussi très peu profond, dit-elle. Cela signifie que le degré de concentration de la pollution va rester élevé.

« Il faut environ 200 ans aux courants océaniques pour remplacer complètement les eaux du golfe Persique », souligne pour sa part le Sierra Club.

◆ Missiles

n'a pas été précisé. Bonn pourrait livrer également à Israël des Patriot installés en Allemagne.

DROGUES... PAS BESOIN!

Le 26 janvier 1991

Le greffier de la Ville, Léon Laberge

Santé et Services sociaux Québec

26 janvier par la PC et l'AP

- 1989: Power Corporation se défait de ses intérêts dans le géant du papier Consolidated Bathurst.
- 1987: le premier ministre du Québec Robert Bourassa entreprend une tournée européenne de dix jours en Europe qu'il amorce à Londres; décès à Montréal du cinéaste Norman McLaren à l'âge de 72 ans.
- 1985: Jean-Paul II entreprend un sixième voyage en Amérique du Sud.
- 1979: décès à 70 ans de Nelson Rockefeller, ex-gouverneur de l'état de New York et ex-vice-président des États-Unis.
- 1971: une sonde soviétique se pose sur Vénus.
- 1948: vol de près de deux millions \$ en certificats dans une société de fiduciaire de Montréal.
- 1965: découverte d'un diamant d'une livre et quart dans une mine d'Afrique du Sud.
- 1901: décès à Québec du pamphlétaire Arthur Buies à l'âge de 61 ans.
- Ils sont nés un 26 janvier: Le général Douglas MacArthur (1880-1964); l'acteur Paul Newman (1925); la chanteuse Eartha Kitt (1928); le joueur de hockey Wayne Gretzky (1961).

Information

Ville de Montréal

Assemblée du Conseil

Lundi 28 janvier 1991, à 19 h.

Parmi les points à l'ordre du jour de cette assemblée, soulignons les suivants :

- Forage et autres travaux au Centre de tri et d'élimination des déchets (10 166 000 \$)
- Adoption du règlement constituant le site du patrimoine de l'église Saint-Esprit-de-Rosemont
- Adoption du projet de règlement sur les antennes

La prochaine assemblée du Conseil aura lieu le lundi 4 mars 1991.

L'hôtel de ville de Montréal est situé au 275, rue Notre-Dame Est (métro : Champ-de-Mars).

Le 26 janvier 1991

Le greffier de la Ville, Léon Laberge

VIVRE MONTRÉAL ET EN PARLER

Le CRTC déterminera avec le public si Radio-Canada remplit encore ses mandats

Paule des Rivières

« Très inquiet », le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) tiendra une journée d'audiences publiques sur la réduction des services de Radio-Canada, unanimement décriée. Les audiences auront lieu au siège social du CRTC, à Hull, le 18 mars prochain. Une seule journée est prévue, mais l'exercice pourrait se poursuivre le lendemain si le nombre de personnes et de groupes intéressés à s'exprimer sur cette question l'exigeait.

« Ce processus public permettra au CRTC de déterminer si Radio-Canada continue de remplir son mandat », a expliqué hier le président du CRTC, M. David Colville. Un porte-parole ajoutait que « les circonstances extraordinaires commandent une réaction extraordinaire ».

Au début de décembre, le président de la société d'État, M. Gérard Veilleux, annonçait, à la stupéfaction générale, la fermeture de ses stations à Rimouski, Matane et Sept-Îles, ainsi que de son poste français à Toronto, alimentés désormais depuis Québec et Ottawa. En tout 11 stations à travers le pays ont été touchées. Ces compressions ont entraîné la suppression de 1100 emplois. Elles sont évaluées à 108 millions \$, sur un budget total de 1,3 milliard \$. Les gens de l'Est du Québec ont rapidement fait un bloc solide contre ces compressions, dont les conséquences, répètent-ils, sont considérables.

« Naturellement, a pour sa part ajouté le président du CRTC, le Conseil est très préoccupé par les répercussions possibles de la réduction de services et il insiste pour faire un examen public complet ».

Le CRTC, qui émet les licences aux télédiffuseurs, n'a pas les pouvoirs d'ordonner à la Société Radio-Canada de rouvrir ses stations, mais les conclusions qu'il tirera des audiences lui seront utiles lors de l'examen des licences des réseaux de Radio-Canada lors du renouvellement des licences, à la fin de 1991.

Le CRTC verra notamment, à la lumière des témoignages qu'il recevra, si Radio-Canada respecte son mandat de représenter toutes les régions du pays sans oublier la langue officielle de la minorité. Il verra également si Radio-Canada respecte les dispositions liées aux recettes de la publicité locale à la programmation locale. Par exemple, si Radio-Canada continue d'acheter des annonces à Rimouski, et de les diffuser à la population de cette ville, mais qu'elle n'y produit plus aucune émission, il peut y avoir problème.

Que les audiences aient des répercussions ou non à court terme, elles seront une pièce de plus à l'étude du rôle futur de la Société, bien discuté par les temps qui courent.

La Coalition pour la survie de Radio-Canada dans l'Est a bien accueilli la nouvelle. « Nous serons là. Pour nous, c'est une occasion d'exprimer à nouveau les besoins de notre région et nous avons déjà une proposition claire à formuler », a déclaré un porte-parole du groupe, M. Robert Gagné. Les responsables de Radio-Canada sont également attendus.

Idéalement, les audiences auraient eu lieu dans les régions qui subissent l'effet des fermetures de stations. À ce sujet, le président du CRTC a voulu préciser qu'une telle tournée n'aurait pu se tenir avant l'automne.

L'Institut Pasteur prévoit tester un vaccin anti-sida sur l'homme d'ici deux ans

Isabelle Paré

SI L'ON NE VOIT pas encore le jour où un vaccin contre le sida sera mis au point, les recherches vont bon train. À tel point que l'Institut Pasteur de Paris prévoit amorcer d'ici deux ans des expériences cliniques sur des humains séronégatifs.

C'est ce qu'a dévoilé, hier à Montréal, le Dr Marc Girard, éminent chercheur à l'Institut Pasteur et collègue du Dr Luc Montagnier, qui venait rendre compte d'importantes expériences de vaccination effectuées sur des chimpanzés lors du Symposium sur le virus d'immunodéficience humaine (VIH) organisé par l'hôpital Saint-Luc.

Bien que les recherches progressent difficilement, le Dr Girard affirme toutefois que les tests menés sur des primates sont à ce point encourageants qu'on peut entrevoir le début d'expériences cliniques sur des humains dans un avenir proche.

« À l'Institut Pasteur, nous prévoyons entreprendre des expériences cliniques d'ici deux ans chez des séronégatifs », a-t-il affirmé, précisant que les volontaires ne manquaient pas. Jusqu'ici, divers vaccins contre le sida ont été testés sur des primates ou de façon « thérapeutique » sur des personnes déjà infectées.

Hier, le Dr Girard a d'ailleurs fait part d'une expérience de quatre ans menée par l'Institut Pasteur sur des chimpanzés dont les résultats, affirme-t-il, « sont un important pas de plus vers la découverte d'un vaccin pour l'homme ».

Alors que toutes les expériences antérieures à 1990 s'étaient soldées par des échecs, l'équipe du Dr Girard a réussi à protéger des primates du HIV, grâce à un vaccin préparé à partir du GP160, une protéine tirée de l'enveloppe du virus, et du peptid V3, un élément de synthèse correspondant à une partie du virus.

Deux des singes vaccinés, infectés par voie intraveineuse par la suite, ont été protégés contre le virus HIV pendant un an. Le troisième animal, à l'abri pendant sept mois, a finalement développé le virus.

« Nous sommes la première équipe à avoir obtenu une protection durant toute une année. Nous avons trouvé le moyen d'induire une réponse protectrice de plus longue durée », s'est-il réjoui.

Si ce vaccin donne des résultats, reste à savoir s'il peut protéger contre les quelque 250 autres variétés de

virus du sida identifiées à ce jour, a concédé le Dr Girard. Plusieurs questions restent donc en suspens : combien de temps durera cette protection ?, ce vaccin, efficace contre le virus injecté par voie intraveineuse, le sera-t-il quand l'infection sera contractée pour les muqueuses ou les parties génitales ?

« On espère obtenir un vaccin pour l'homme, mais les étapes sont nombreuses et très longues à parcourir », a concédé le Dr Girard.

Il y a six mois, le Dr Richard Gallo, un des chercheurs à avoir isolé le virus du sida, affirmait pour sa part qu'un vaccin contre le sida serait disponible pour les humains d'ici 10 ans.

Si la guérison ou la protection des humains contre le sida n'est pas pour demain, une étude britannique démontre que l'espérance de vie des malades du sida a doublé entre 1984 et 1987, passant de dix à 20 mois en moyenne.

Des médecins de l'Hôpital St. Mary, de Londres, disent aussi avoir noté une baisse du nombre de malades du sida succombant à une certaine forme de pneumonie. Alors que 46 % des personnes affectées par cette maladie en mouraient en 1986, le nombre de décès n'était plus que de 3 % des malades en 1989.

Les premières causes de décès chez les personnes atteintes du sida sont maintenant le sarcome de Kaposi, un cancer de la peau, et le lymphome, un cancer des glandes lymphatiques.

Publiés dans le *British Medical Journal*, ses résultats sont tirés de l'étude des dossiers de 347 patients atteints du sida ayant été hospitalisés à St. Mary de 1982 à 1989, parmi lesquels 197 sont décédés.

Les médecins attribuent cette amélioration à l'AZT, seul médicament anti-sida autorisé pour l'instant. L'espérance de vie des personnes soignées à l'AZT dépasse les deux ans, contre sept mois pour les patients qui n'en prennent pas.

Par ailleurs, 100 000 personnes sont mortes du sida aux États-Unis depuis 1981, dont près de tiers en 1990, indiquent les dernières statistiques publiées hier par le Centre de contrôle des maladies (CDC), basé à Atlanta (Géorgie).

Sur les 161 073 cas notifiés depuis juin 1981, 100 777 personnes étaient décédées fin décembre 1990, a indiqué le CDC. Les projections du CDC prévoient jusqu'à 215 000 morts du sida au cours des trois prochaines années.

EDUCATION

L'UQAM renouvelle sa confiance à Claude Corbo

LE CONSEIL d'administration de l'UQAM vient de recommander au gouvernement de reconduire le mandat de son recteur, M. Claude Corbo. Une consultation populaire, à laquelle 59 % des personnels ont participé, a montré que 80 % des répondants y étaient favorables. Le recteur, « touché par la confiance » de ses collègues, entend hisser son établissement au rang des huit ou dix meilleures universités du Canada d'ici l'an 2000.

Une chaire de chimie à l'Udem

LE DÉPARTEMENT de chimie de l'Université de Montréal vient d'accueillir une chaire de recherche en chimie médicinale. Elle a été confiée au professeur Stephen Hanesian et elle est financée par le Conseil de recherches en sciences naturelles et génie du Canada et par trois compagnies pharmaceutiques. On entend notamment y travailler sur des « vaccins pour le cancer », sur des inhibiteurs pour contrer la prolifération du virus de l'herpès simple et sur des agents antitumoraux pour fins de chimiothérapie ou de radiothérapie.

L'UQAM s'enorgueillit de ses performances

L'UQAM annonce fièrement qu'elle a atteint « le cap des 20 millions de dollars pour l'ensemble des fonds de recherche et de création dont 87 % proviennent de sources externes. C'est un exploit, déclare l'UQAM, quand on pense que le total des fonds était de 5,6 millions en 1983-1984 et que l'ensemble des fonds québécois et canadiens disponibles pour la recherche et la création universitaire n'a guère augmenté ». Pour l'heure, ajoute-t-on, 42 % du corps enseignant est impliqué dans des projets de recherche pour une subvention moyenne de près de 15 000 \$.

Les femmes à Concordia

LES FEMMES comptent pour 17 % du corps professoral (*full-time faculty*) à l'université Concordia, signale le dernier rapport du bureau de l'équité dans l'emploi. Leur proportion n'a augmenté que de 1,6 % depuis les quinze dernières années. On ne compte aucune femme en génie et en informatique et seulement six en commerce et administration. En 1988-89, les femmes ont compté pour 35 % des nouvelles recrues, mais pour 32 % en 1989-90. La proportion des femmes dans les rangs inférieurs du corps professoral (*lecturer*) et *assistant professor* est plus grande que celle des hommes : 23 % contre 14 %. Chez les *associate professors*, les deux sexes sont également représentés (63 %), mais chez les *professors*, les femmes comptent pour 13 % et les hommes 24 %. La différence de salaire est de 8201 \$ en faveur des hommes, malgré une différence d'âge et d'années de service peu significative. Bref, conclut le bureau, « il existe une discrimination systématique des femmes à Concordia ».

Un monde à suivre

Radio-Québec et le canal Télé-Enseignement viennent de commencer la diffusion d'une nouvelle série de treize émissions sur l'éducation. La série, co-produite par la Centrale de l'enseignement et l'UQAM, porte sur l'enseignement, l'école et les médias, la qualité du français, l'interdisciplinarité, la pauvreté, etc. Elle est diffusée à Radio-Québec, le samedi à 11 h 30, et à CANAL à 21 h 00 le dimanche.

Anne Marrec au fonds FCAR

Mme Anne Marrec qui était jusqu'à récemment secrétaire du Conseil des universités, vient d'être nommée présidente du fonds pour la Formation de chercheurs et l'aide à la recherche. Mme Marrec est bachelière en sciences politiques et détient une maîtrise en administration publique de l'ÉNAP. Elle est aussi une artiste-peintre de grand talent. M. André Fortier, qui était chef de cabinet de l'ex-ministre de l'Enseignement supérieur, M. Claude Ryan, la remplace au Conseil des universités.

— Jean-Pierre Proulx

Ryan refuse de retarder les transferts de charges fiscales au début de 1993

Sylvain Blanchard

L'UNION des municipalités régionales de comté du Québec (UMRCQ) a demandé hier que soit repoussée au 1er janvier 93 la date d'entrée en vigueur de l'augmentation des charges fiscales de 500 millions \$, annoncée par le ministre le 14 décembre dernier et prévue pour janvier 92.

Après avoir rencontré 300 de leurs membres hier à Sainte-Foy, M. Ryan a rejeté cette proposition, indiquant qu'il s'attendait à ce que les discussions avec les représentants des municipalités aboutissent avant la lecture du budget, prévue pour la fin avril ou le début de mai.

« Je demeure convaincu, a expliqué M. Ryan, qu'un travail constructif s'accomplira et que nous parviendrons à un minimum d'accords dans un délai raisonnable. Nous avons l'esprit suffisamment ouvert pour accueillir les représentations qui nous parviendront ».

De son côté, le président de l'UMRCQ, Roger Nicolet, a expliqué qu'il était illusoire de croire que les municipalités puissent s'ajuster rapidement au plan global de décentralisation proposé par M. Ryan.

« Bien que le ministre Ryan soit reconnu comme un homme de réforme, a-t-il souligné, les élus municipaux n'acceptent pas que dans le contexte actuel (où le Québec recherche de nouvelles voies pour améliorer sa marge de manoeuvre politique et économique), les institutions de premier plan que sont les municipalités soient réduites à réagir à des propositions de cette portée dans des délais extrêmement courts ».

Pendant ce temps, à Montréal, le syndicat des employés d'entretien de la STCUM (CSN) faisait savoir qu'il

effectuait depuis quelques jours des démarches pour convaincre les dirigeants de la Ville de Montréal et des transporteurs publics de former une coalition pour empêcher la diminution des subventions au transport en commun annoncées par M. Ryan dans son document sur le transfert des responsabilités entre Québec et les municipalités.

Le président du syndicat, M. Normand Lamoureux, a déjà discuté de la question avec le président de la CSN, M. Gérald Larose, qui l'a assuré de son soutien et de l'appui de ses membres dans toutes les régions où le transport en commun serait menacé.

Il fera de même jeudi prochain lors d'une rencontre avec le président du conseil d'administration de la STCUM, M. Robert Perreault, et la présidente de la Société, Mme Louise Roy.

Ensuite, c'est le public qui sera rejoint, le « vrai monde », comme l'appelle M. Lamoureux, « ceux et celles qui ont besoin du métro et de l'autobus pour aller gagner leur vie ».

« L'idée, c'est d'aller plus loin que la simple dénonciation, explique-t-il, lui qui craint par ailleurs qu'on s'attaque aux droits acquis des employés qu'il représente. Il faut s'organiser, impliquer le public voyageur et créer une véritable pression sur le gouvernement pour lui dire qu'on n'acceptera jamais de voir une diminution de services dans le transport en commun ».

Cet appel à la mobilisation survient plus d'un mois après le dépôt, à la table Québec-Municipalité, du document du ministre des Affaires municipales sur le transfert des responsabilités.

Bien que le document doit encore faire l'objet de discussions entre le

ministre et les différents intervenants du monde municipal, M. Lamoureux soutient que l'opposition doit s'organiser le plus rapidement possible.

« Dans quelques mois, il sera trop tard, croit-il. M. Ryan doit comprendre dès aujourd'hui qu'il est complètement ridicule de penser que les gens acceptent de payer plus cher un service qui sera de moindre qualité en raison des coupures de 180 millions \$ qu'il s'approprié à effectuer. Parce que c'est ça qui va arriver. Pour récupérer cette somme, les transporteurs devront nécessairement augmenter les tarifs et/ou couper dans certains services ».

Le président du syndicat des employés d'entretien de la STCUM se garde bien de dévoiler les moyens qui pourraient être utilisés pour forcer le ministre à faire marche arrière. Il parle de pétition, de campagnes d'information, de la force de frappe de la CSN, mais il explique qu'il est encore trop tôt pour discuter de stratégie.

« On va d'abord essayer de voir si on peut s'entendre sur la formation d'une coalition. Ensuite, on aiguillera nos armes ».

DE TERRE-NEUVE AU YUKON

le français me donne des ailes

J'ai la bougeotte et j'aime le changement. C'est pourquoi j'ai décidé de poser ma candidature pour l'un des nombreux postes de moniteurs et de monitrices de français qui sont offerts à travers le Canada pour l'année scolaire 1991-1992.

Il s'agit de postes à temps plein ou à temps partiel destinés aux étudiants des universités et aux élèves qui terminent leurs études collégiales.

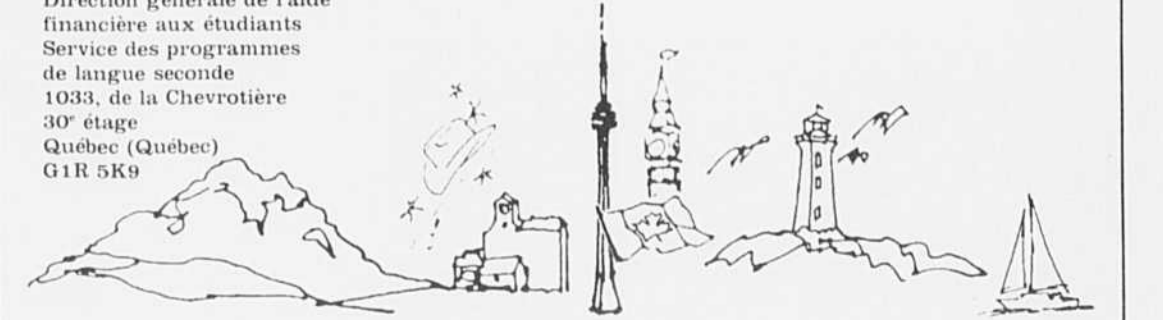
DATE LIMITE

D'INSCRIPTION

LE 15 FÉVRIER 1991

Ça t'intéresse? Alors, fais comme moi, procure-toi un formulaire auprès

- des responsables de l'aide financière aux étudiants de ton collège ou université
- ou des directions régionales du ministère de l'Éducation
- ou du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science Direction générale de l'aide financière aux étudiants Service des programmes de langue seconde 1033, de la Chevrotière 30^e étage Québec (Québec) G1R 5K9



Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science

Secrétariat d'État

Conseil des ministres de l'Éducation

Musifète à l'Université de Montréal

LA FACULTÉ de musique de l'Université de Montréal ouvre toutes grandes ses portes ce dimanche 27 janvier à compter de 13 heures, au 200 avenue Vincent d'Indy.

Cette journée d'accueil dite Musifète, est destinée à tous ceux que la musique et la créativité intéressent : professionnels chevronnés, amateurs ou mélomanes en herbe.

Les visiteurs auront le choix d'assister à une vingtaine de concerts gratuits, de cours de maître, de démonstrations, d'expositions d'instruments de musique ancienne ou d'objets en ethnomusicologie. Ils sont également invités à réa-

liser leurs propres compositions ou arrangements musicaux à l'ordinateur, à collaborer à divers ateliers dont ceux de gamelan (orchestre de percussion balinaise), de chant ou de composition de jazz. On peut également assister à une session d'enregistrement, à la projection d'extraits d'un cours télévisé sur l'histoire de la musique occidentale ou d'un dessin animé.

C'est également l'occasion de visiter le pavillon et de se renseigner sur l'enseignement de la musique à l'UdM. Pour clore la journée, il y aura un grand concert à la salle Claude-Champagne à 17 heures.

La guerre du Golfe

LE MONDE EN BREF

Avions mobilisés pour les réfugiés

GENÈVE Reuter — La France, le Japon et l'Argentine ont mobilisé des avions pour l'évacuation des réfugiés de la guerre du Golfe et l'acheminement de fournitures, ont déclaré hier des responsables d'opérations d'assistance. Le problème des réfugiés ne revêt encore nulle part l'ampleur à laquelle on se prépare, mais des milliers d'entre eux attendent leur évacuation, de Jordanie notamment. La France a informé l'Organisation intergouvernementale des migrations (OIM) qu'elle fournirait, si besoin était, un avion pouvant évacuer de 7000 à 10 000 réfugiés par vols successifs, a dit un porte-parole de l'OIM.

112 infirmières disparues

NEW DELHI Reuter — Le gouvernement indien est sans nouvelles d'au moins 116 infirmières indiennes qui travaillaient dans des hôpitaux de Bagdad et qui avaient quitté mardi la capitale irakienne pour la frontière jordanienne ruinée de visas de sortie. Deux diplomates indiens, l'un en poste à Bagdad, l'autre à Amman, ont été dépechés à la frontière irako-jordanienne pour tenter de retrouver les infirmières, originaires pour la plupart du Kerala, État du sud de l'Inde, a annoncé hier à New Delhi un porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Quelque 170 000 ressortissants indiens se trouvaient au Koweït et environ 10 000 à Bagdad lors de l'invasion de l'émirat par l'Irak le 2 août dernier. La plupart ont regagné leur pays depuis.

Bush contre le harcèlement des Américains d'origine arabe

WASHINGTON Reuter — Le président George Bush a condamné hier les discriminations dont auraient été victimes certains Américains d'origine arabe. « Il n'y a pas de place pour la discrimination contre qui que ce soit aux États-Unis », a dit le président en rencontrant des représentants de la communauté arabo-américaine. Le FBI a provoqué la colère de certains Américains d'origine arabe en les interrogeant, dans le but de repérer d'éventuels extrémistes susceptibles de commettre des attentats par solidarité avec l'Irak. Le président Bush a souligné que tous les Américains avaient le droit de n'être pas d'accord avec sa politique dans le Golfe, mais que cela ne justifiait en rien un traitement discriminatoire.

Les feuilletons avant la guerre

LONDRES Reuter — Après neuf jours de guerre, les chaînes britanniques sont assaillies de lettres de téléspectateurs mécontents de voir leurs feuilletons favoris sacrifiés sur l'autel de l'actualité. Depuis le 17 janvier, la BBC a reçu 4000 lettres et 150 appels téléphoniques de protestation, a révélé hier John Birt, directeur général adjoint de la chaîne publique. « Certains croient tout simplement qu'on fournit trop d'information et ils s'en plaignent », a-t-il expliqué. Le réseau privé ITV qui, comme la BBC, a consacré jusqu'à huit heures d'antenne quotidienne à la guerre, a lui aussi été désavoué par le public. « Au début, des gens nous appelaient en disant : 'Vous me gênez ma journée, je ne veux pas rentrer pour voir ça', a raconté un porte-parole d'Independent Television News. Le chef de l'état-major britannique, le maréchal de l'Air Sir David Craig, a dit partager l'avis des mécontents. « Je pense qu'il y a une limite à la capacité des gens d'absorber (...) ce qu'on leur présente », a-t-il déclaré à la BBC. Il a formé le vœu que les chaînes reviennent leur couverture de la guerre, « tout comme nous avons ajusté notre campagne (militaire) à la réaction irakienne ».

Le poulet renifleur

ANKARA (AFP) — Les villageois turcs du Sud-Est anatolien qui n'ont pas pu quitter cette région frontalière de l'Irak ont mis au point un système d'alerte au gaz chimique : le poulet renifleur, rapporte le quotidien turc *Sabah*. Ces paysans attachent un poulet devant leur porte avant de se coucher dans les chambres bien calfeutrées. Si le poulet est toujours en vie le lendemain matin, ils considèrent qu'ils peuvent sortir sans risque. Quelque trois millions de personnes habitant le long de la frontière turco-irakienne auraient fui la zone frontalière par crainte des hostilités depuis le début des combats dans le Golfe, selon l'ONU. La super-préfecture, responsable de la sécurité de cette région, avait précisé qu'il s'agissait seulement de 300 familles qui ont quitté la région où avaient trouvé refuge quelque 60 000 kurdes d'Irak fuyant les bombardements chimiques de leurs villages par l'armée de Saddam Hussein en août 1988.

Sept bunkers anti-atomiques

LE CAIRE Reuter — À en croire des sources occidentales, Saddam Hussein disposerait dans la région de Bagdad de sept bunkers à l'épreuve de l'atome, dont une résidence au beau milieu d'un lac artificiel avec un tunnel menant à une piste de l'aéroport international. Si, depuis des années, les compagnies aériennes étrangères n'ont pas le droit d'utiliser l'aéroport de Bagdad de jour, c'est justement pour cacher des installations militaires et cette résidence présidentielle, affirme-t-on de mêmes sources. Ces informations ont été obtenues en recoupant les témoignages de diplomates ayant officié à Bagdad et des expatriés qui ont participé à ces ambitieux chantiers. Selon les diverses sources, Saddam Hussein s'est penché sur ces questions de sécurité dès son arrivée au pouvoir en 1979, un an avant qu'il ne parte en guerre contre l'Iran.

Des milliards pour soutenir l'effort de guerre et Israël

WASHINGTON (AFP) — Le gouvernement en exil du Koweït a annoncé hier à Washington le déblocage de 13,5 milliards de dollars pour l'effort de guerre dans le Golfe, lors d'une rencontre entre l'ambassadeur koweïtien Sheik Saud Nasir al-Sabah et le secrétaire d'État James Baker.

Posant pour les photographes, l'ambassadeur koweïtien a qualifié cette participation de « petite et insignifiante » comparé à l'effort de guerre américain « non seulement financier mais humain » pour lequel « nous lui sommes reconnaissants ».

Le représentant du Koweït, l'un des pays les plus riches du monde avant l'invasion irakienne, a précisé que cette contribution était destinée à participer aux dépenses pour les trois premiers mois de l'opération « Tempête du désert », dans le cadre d'un « partage de responsabilités » entre les Américains et les autres États de la coalition.

De son côté, l'Allemagne a augmenté sa contribution à la coalition anti-irakienne de plus d'1,3 milliard de dollars (deux milliards de DM), portant son aide totale promise en septembre à 3,5 milliards de dollars (5,3 mds de DM), a indiqué hier à Bonn le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Hanns Schumacher.

Mais cette somme n'est pas défini-

nitive et d'autres aides pourraient être annoncées prochainement. « Nous avons fait le bilan de ce que nous avons déjà versé ou promis », a expliqué un porte-parole gouvernemental. « Cela n'exclut pas d'autres aides, il y en aura sûrement d'autres ».

Mercredi, le chancelier Helmut Kohl avait indiqué que des négociations étaient en cours avec les États-Unis qui supportent la plus grosse part de l'effort de guerre contre l'Irak afin de libérer le Koweït occupé depuis le 2 août dernier.

Le porte-parole du gouvernement Dieter Vogel a affirmé que les États-Unis n'avaient donné aucune indication permettant de prévoir quelle contribution financière serait demandée à l'Allemagne d'ici à la fin de la guerre. La commission de coordination des grands pays industrialisés se réunira le 30 janvier à New York pour discuter de cette question, a-t-il précisé. M. Vogel a réaffirmé la disposition du gouvernement à continuer son aide, ce qui ne signifie pas, a-t-il dit, qu'il est prêt à signer « des chèques en blanc » à chaque demande.

En septembre, le chancelier Helmut Kohl avait promis 3,3 milliards de DM de soutien. Une grande partie de cette aide, qui consistait en matériel, a déjà été versée.

Dans le bilan publié vendredi figurent deux nouveautés. Il s'agit d'une part d'une aide à la Grande-Bretagne, l'une des puissances occidentales qui mènent le combat contre l'Irak, d'un montant de 112 millions de dollars (170 millions de DM). Cette aide consiste essentiellement en matériel militaire.

D'autre part, l'Allemagne a annoncé une aide à la Turquie d'un milliard de dollars (1,5 md DM), constituée de matériels militaires pris sur les stocks de l'armée allemande (Bundeswehr) et de l'ex-armée est-allemande (NVA). Cette aide militaire avait été négociée à l'automne mais le gouvernement ne l'avait pas encore annoncée.

La Turquie, un des 16 membres de l'OTAN, ne prend pas directement part à la lutte armée contre l'Irak, pays avec lequel elle partage une frontière et qui a multiplié les menaces à son égard.

La contribution allemande se répartit au total en un soutien de 1,9 milliard de DM aux pays engagés dans le conflit armé (États-Unis et Grande-Bretagne) et en une aide de 3,4 milliards de DM aux pays touchés par les retombées de la guerre dans le Golfe, c'est-à-dire la Turquie, la Jordanie, Israël et l'Égypte.

Le gouvernement de Bonn a ainsi donné 110 millions de DM d'aide humanitaire à la Turquie, 1,005 milliard

de DM (665 millions de dollars) à l'Égypte en biens de consommation et crédits divers et 221,3 millions de DM (146 millions de dollars) à la Jordanie en denrées alimentaires, crédits et aide humanitaire (21,3 millions de DM).

Par ailleurs, le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères Jacques Poos, dont le pays préside actuellement la CEE, a déclaré hier que la CEE envisageait, sur proposition de l'Allemagne, de fournir une aide immédiate à Israël de 200 millions de DM (133 millions de dollars).

Dans une interview à la radio allemande Saarländischer Rundfunk, M. Poos a ajouté que « les pays non belligérants ayant souscrit aux résolutions de l'ONU » devaient participer financièrement à la guerre du Golfe.

Le chancelier allemand Helmut Kohl a promis mercredi une aide humanitaire immédiate de 250 millions de DM (166 millions de dollars) à Israël, par solidarité après les bombardements irakiens sur l'État hébreu.

De son côté, le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a évoqué au cours de son séjour en Israël une possible livraison de missiles anti-missiles Patriot pour la protection des villes israéliennes contre les bombardements par missiles irakiens.

Attentats à Athènes

ATHÈNES (AFP) — Les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, les trois pays occidentaux clés de la coalition anti-irakienne, ont été la cible dans la nuit de jeudi à vendredi d'attentats terroristes à Athènes, qui n'ont fait que des dégâts matériels.

Des bombes à retardement de faible puissance ont explosé vers 01 h 30 locales devant une succursale de la banque américaine Citibank, les locaux de l'attaché militaire français et une succursale de la banque britannique Barclays. Un quatrième engin, déposé devant une autre agence de la Citibank, n'a pas fonctionné.

C'est la première fois depuis le début de la guerre du Golfe que des attentats terroristes sont perpétrés dans la capitale grecque.

Le groupe terroriste grec du 17-Novembre les a revendiqués, par un appel téléphonique, non confirmé par écrit, affirmant avoir frappé ces cibles occidentales « pour protester contre les attaques contre Saddam Hussein ».

Le porte-parole gouvernemental Byron Polydoros s'est contenté de dire que ces attentats étaient liés aux événements du Golfe.



Ryad attaqué

Des sauveteurs évacuent en toute hâte un blessé retrouvé dans les ruines d'un édifice gouvernemental de Ryad qui a été la cible d'un Scud irakien, hier soir.

La guerre provoque une baisse générale du trafic aérien

PARIS (AFP) — Le trafic aérien de la plupart des compagnies aériennes du monde a nettement baissé depuis le déclenchement de la guerre du Golfe avec une réduction moyenne

du nombre des passagers de 10 à 40 % par rapport au trafic de la troisième semaine de janvier 1990.

Selon les compagnies interrogées par les bureaux de l'AFP dans le

monde, la baisse de trafic est spectaculaire pour toutes les liaisons vers le Moyen-Orient, avec des chutes dépassant 80 %, dans la mesure où la plupart des vols ont été purement et simplement supprimés vers la zone des combats.

Seule Istanbul semble encore desservie par une majorité de compagnies, tandis que les escales du Caire, Tel Aviv, Damas et Téhéran ne le sont plus qu'épisodiquement, en fonction de la situation militaire et du niveau de la demande.

Au-delà de cet impact direct, le climat de guerre et la crainte d'actions terroristes ont affecté la fréquentation des vols partout dans le monde aussi bien pour les voyages d'affaires que pour le tourisme. De nombreuses compagnies envisagent même de réduire leurs programmes pour mieux remplir les avions et cesser d'approfondir leurs pertes financières.

C'est dans la région du conflit que l'on trouve les compagnies les plus

touchées, sans parler des pays dont l'espace aérien est fermé en raison de la guerre.

Pour Royal Jordanian, la chute dépasse 80 % avec seulement 4 vols — jour contre 30 avant le 17 janvier.

La compagnie des Émirats, Gulf Air n'a repris son exploitation que mardi sur une base essentiellement régionale.

Égyptair vient de reprendre jeudi des vols vers les Émirats. La Royal Air Maroc évalue à 20 % environ la baisse de son trafic hors moyen-Orient.

En Europe, les compagnies françaises font relativement bonne figure malgré une brutale dégradation des résultats commerciaux. Par rapport à la même période de 1990, Air France a enregistré une baisse de 16 % de son trafic passager et fret, tandis que la compagnie intérieure Air Inter a reculé de 10 %.

Air France a notamment déclaré une chute du trafic de 86 % sur le Moyen-Orient du 15 au 21 janvier en

raison de la suppression de la plupart des vols et elle a également beaucoup souffert sur l'Afrique du Nord (-44 %).

Côté britannique, la fréquentation des principaux aéroports a chuté de 20 %, lors des quatre premiers jours de la guerre du Golfe. Le trafic mondial de British Airways a baissé de 8 %.

Austrian Airlines fait état d'une baisse de 10 à 12 % des réservations depuis le 15 janvier, et Swissair table sur un recul de 15 % à 18 % pour le premier trimestre.

Iberia (Espagne) a réduit le nombre de ses vols de 7 % depuis une semaine, y compris certaines dessertes intérieures et européennes.

La compagnie italienne Alitalia a accusé en janvier une diminution de 30 % de son trafic international, par rapport à janvier 1990, et le trafic domestique a diminué de 6 %.

En Grèce, Olympic Airways (OA),

qui a réduit ses vols de 30 %, a annoncé qu'elle se trouve dans une situation économique « dramatique » qui met en péril son avenir.

En Inde, le gouvernement vient d'imposer une baisse de 25 % des approvisionnements en carburant de la compagnie intérieure Indian Airlines (IA) et de la compagnie internationale Air India.

Au Japon, la principale compagnie, la Japan Airlines (JAL) fait simplement état de 10 000 réservations annulées sur les vols internationaux de la deuxième quinzaine du mois (3000 vers les États-Unis, 3000 vers l'Europe et 4000 vers l'Asie du sud-est).

En Thaïlande, destination touristique importante, le trafic aérien a baissé d'environ 10 % depuis quinze jours.

Aux États-Unis, United Airlines fait état d'une réduction « notable » sur ses vols internationaux.

VOYAGES

MERMOZ
Départ 23 mars

CROISIÈRE À LA FRANÇAISE
7 jours dans les Caraïbes
Vins français inclus - Animation française
Martinique, Grenadines, Barbade,
St-Lucie, St-Vincent, Antigua, Guadeloupe
VOL + CROISIÈRE À compter de
1531 \$ par pers, base double
taxe d'aéroport 425
taxe portuaire 605

REVISOL ITP
(514) 385-5210
Permis du Québec

EUROPE	
A partir de	taxe
Paris gros porteur	5685 215
Bruzelles aller et retour	3995 295
EUROPE	
CONTRAT ACHAT-RACHAT	
Renault 5	23 jours 33 jours 615\$ 785\$
Clio	850\$ 995\$
Renault 19	945\$ 1095\$
GTS	1065\$ 1215\$
Renault 21	1305\$ 1455\$
Menada s.w.	1555\$ 1715\$
DESTINATION SOLEIL SPÉCIAUX JANVIER	
Cuba	avion, hôtel à partir de 3395\$ - taxe
Puerto Plata	avion, hôtel à partir de 3585\$ - taxe
Accapulco	avion, hôtel à partir de 3595\$ - taxe
Floride	avion, hôtel à partir de 2985\$ - taxe
Marguerita	avion, hôtel à partir de 3695\$ - taxe
Puerto La Cruz	avion, hôtel à partir de 3985\$ - taxe
VOYAGES S.E.T.A. VOYAGES	
1470, rue Peel (métro Peel), suite 721	
Tél.: 281-1040	
St-Hubert, Promenade du Parc	
Tél.: 678-1001 Permis du Québec	

CHINE

Découvrez la Chine avec des spécialistes
comme Gérard Cachat, professeur d'histoire contemporaine, sp. Chine, Michel Guay, professeur civilisations anciennes, UQAM.

12 mai, 9 juin, 15 sept., 6 oct. 1991... 3 475,00 \$
30 juin, 7 juillet 1991... 3 595,00 \$

21 jours, tout compris: hôtels 1ère classe, avions, tour de Hong-Kong, tous les repas, accompagnateurs, visites, guides français, transferts, visas, taxes.

Non inclus: 3 repas à HK, taxe aérienne (85\$) par pers., occupation double.

Informations brochure **MONY TOURS**
5540 Côte-des-Neiges, Montréal H3T 1Y9 (514) 733-5396
Permis du Québec

DANS LA SÉRIE DES CONFÉRENCES AUJOURD'HUI

*L'envers et l'endroit:
Le désir, le besoin et la capacité*

CONFÉRENCE DE
PIERRE DANSEREAU

Professeur émérite de l'UQAM et écologiste,
lauréat du Prix du mérite québécois
Jeunesse-Education 1990 et du Prix d'excellence
d'Environnement Canada pour l'ensemble de son oeuvre

Le mardi 29 janvier 1991 à 19 h
au Studio-théâtre Alfred-Laliberté, J.M400
Pavillon Judith-Jasmin
Université du Québec à Montréal
405 rue Sainte-Catherine Est
Montréal, Québec, métro Berri-UQAM

ENTRÉE LIBRE

Les conférences AUJOURD'HUI sont organisées conjointement
par l'Université du Québec à Montréal, Le Devoir
et le Musée de la civilisation

Université du Québec à Montréal **LE DEVOIR** MUSÉE DE LA CIVILISATION

Le temps qu'il fait sur le Golfe

STATE COLLEGE, Penn. (Reuter) — Le temps frais et instable continuera ce week-end dans le Golfe, mais le ciel sera plus dégagé dimanche, selon l'institut de prévisions américain privé Accu Weather.

Des pluies et des nuages sont prévus mais la visibilité s'améliorera, a précisé hier le météorologiste Dan Mohler.

Des perturbations venues de la Méditerranée apporteront nuages et pluies dans la nuit de vendredi à samedi sur une zone s'étendant d'Israël à l'Arabie saoudite et sur une partie de l'Irak.

Dans le centre de l'Arabie saoudite, pluies et nuages progresseront vers le sud. Aujourd'hui, Dhahran et Ryad seront sous les nuages avec possibilité d'averses.

Demain, le ciel se dégagera, avec des nuages épars.

Au début de la semaine prochaine, le ciel devrait être assez dégagé, avec des vents faibles, mais la couverture nuageuse pourrait augmenter près de la Méditerranée.

Les températures dans le Golfe au cours des trois prochains jours resteront au-dessous de la normale saisonnière, avec des maxima diurnes de huit à 13 degrés et des minima nocturnes de moins un à plus quatre degrés.

CARTES D'AFFAIRES

ROBIC
Fondé en 1892

55 St-Jacques
Montréal, Québec
Canada, H2Y 3K2
Télex: 05 269656
Fax: (514) 845 7874
Tél.: (514) 987-6242

Agents de brevets d'invention et de marques de commerce

La guerre du Golfe

La sérénité affichée du président Bush

Il prie et parle souvent au téléphone

Henri Pierre

Le Monde

WASHINGTON — Pour la première fois depuis le début de la guerre, les Américains ont vu et entendu, mercredi soir, leur commandant en chef, le président George Bush, s'adresser à eux en direct. Mais son commentaire optimiste sur le bilan et l'avenir des opérations contrastait, par sa relative brièveté, avec le long exposé, non moins optimiste mais très riche en détails, du général Powell, chef de l'état-major, sur la stratégie alliée.

Délibérément, le président Bush reste discret et en retrait. À la différence de l'ancien président Lyndon Johnson, qui pendant la guerre du Vietnam passait beaucoup de son temps dans le sous-sol de la Maison-Blanche pour choisir les objectifs des bombardements aériens, ou de John Kennedy, affectant un certain détachement aux pires moments de la crise des missiles de Cuba en 1962, George Bush laisse ses généraux établir leurs plans. Quitte ensuite à donner son approbation.

En fait, le commandant en chef se préoccupe beaucoup de l'arrière, des réactions du pays, auquel il entend donner l'image d'un chef imperturbable qui tient la barre d'une main ferme. Sa femme Barbara le confirmait aux journalistes : « Le président est merveilleux, il est stable, calme et ferme. Il est souvent au téléphone. »

Un président se doit avant tout de contrôler ses émotions. Une tâche difficile pour un homme enthousiaste et émotif, passant facilement du rire aux larmes. « Nous, les Bush, pleurons facilement », concède-t-il dans une interview donnée au journaliste britannique David Frost. Pas d'exultation, pas de triomphalisme... Son attitude réservée est celle d'un patriote bien élevé, auquel ses parents ont appris qu'il est de mauvais goût de « faire l'intéressant », de jouer les bateleurs. Parfois cependant, il a une défaillance et oublie sa bonne éducation, en déclarant par exemple aux parlementaires qu'il « botterait les fesses de Saddam ».

George Bush a la sérénité du juste. Il est en paix avec sa conscience. Sa religion le soutient dans les moments d'épreuve. Avant et pendant les hostilités, il s'est entretenu avec de nombreux hommes d'Église, dont notamment le prédicateur Billy Graham, son ami depuis 20 ans. Selon certaines indiscrétions, chaque nuit avant d'aller se coucher, le président et sa femme prient ensemble à haute voix pour la sécurité des soldats et une victoire décisive dans le Golfe.

George Bush s'efforce aussi de maintenir son emploi du temps normal : de 9 h 15 à 18 h 30. Il passe la plupart de son temps à faire le point et à discuter des perspectives de l'action offensive avec le petit groupe (sept personnes) formant en quelque sorte son « cabinet de guerre ». Mais il entend préserver ses heures de détente du week-end à la résidence de Camp David. Il veut ainsi souligner à ses compatriotes qu'il n'est pas un prisonnier de la crise et les invite à suivre son exemple, c'est-à-dire à maintenir une vie normale. À se distraire en ignorant la menace terroriste et surtout à ne pas manquer, demain, la grande finale du *Super Bowl*.

L'atmosphère n'est pourtant pas très gaie, ces jours-ci, Pennsylvania Avenue : les membres du service de sécurité présidentiel ont à présent un masque à gaz en permanence à la ceinture (non en cas d'attaque irakienne, mais pour parer aux conséquences de l'usage de grenades lacrymogènes, en cas de manifestation...). Des dizaines de sentinelles équipées de casques anti-émeutes montent la garde, y compris dans les jardins.

Beaucoup d'observateurs et même certains de ses amis se demandent toutefois si M. Bush sera à la hauteur des circonstances, lorsque l'offensive terrestre se déclenche. À cet égard, son discours télévisé, le soir du début de l'opération « Tempête du désert », manquait de vibrato et avait été jugé plat par les spécialistes de la communication, qui évoquent toujours avec nostalgie le talent de son prédécesseur Ronald Reagan et le parti que ce dernier aurait pu tirer de ce moment historique.

Mais, conscient de la faiblesse de son impact télévisé, George Bush préfère s'entretenir directement avec les journalistes. Au cours de deux dernières années, il a tenu 91 conférences de presse... et prononcé seulement cinq discours télévisés. En revanche, il n'a eu de cesse d'utiliser le téléphone — son instrument de travail favori — pour appeler les dirigeants alliés, s'assurer de la solidité de la coalition ou échanger des informations.

Le président est tenu au courant jour et nuit par le général Scowcroft, son conseiller pour les affaires de sécurité. Mais, impatient, il s'installe comme tout le monde devant le petit poste de télévision installé dans le Bureau ovale... qui le renseigne parfois plus rapidement que les téléscripteurs de son état-major de crise.

Le vivier terroriste de Bagdad

Une guérilla sans frontières qui se moque des vieilles règles de la guerre

Laurent Greilsamer

Le Monde

PARIS — Si les mois qui ont précédé l'offensive aérienne des coalisés ont fait figure de chronique d'une guerre annoncée, les jours que nous vivons ont l'arrière-goût d'une vague terroriste promise et redoutée.

Les pays occidentaux, en multipliant les précautions contre d'éventuels attentats sur leurs territoires, le reconnaissent explicitement. Ainsi, les *Scud* propulsés par les Irakiens, notamment vers les populations civiles de Tel-Aviv et de Ryad, ne sont-ils probablement que le premier volet d'une guerre, en partie psychologique, appelée à s'amplifier.

Le ministre irakien des Affaires étrangères, Tarek Aziz, avait lui-même sous-entendu, au mois d'août dernier, que Bagdad ne découragerait pas les projets terroristes en cas de guerre : « Pourquoi devrions-nous nous préoccuper des intérêts américains dans la région, pourquoi devrions-je me soucier de la stabilité de la France ? » demandait-il.

Et, dès le mois de septembre, comme en écho, Aboul Abbas, l'un des principaux responsables palestiniens, annonçait que toute agression terroriste lancée par l'Amérique et ses alliés contre des avions irakiens, où que ce soit, entraînera une réaction similaire dans le monde entier et à plus grande échelle.

Qu'importe que l'éventualité d'une guerre menée par la coalition sous le pavillon des Nations unies soit qualifiée d'« agression terroriste », et que le chef du Front de libération de la Palestine (FLP) use, en revanche, de l'expression d'« opérations militaires » pour désigner les attentats qu'il commande. L'important réside dans la personnalité de l'auteur de cette menace. Or, Aboul Abbas, 42 ans, représentatif d'une nouvelle génération de Palestiniens déterminés à utiliser toutes les armes à sa disposition, est l'un de ces terroristes que Saddam Hussein a regroupés autour de lui, à l'instar d'Abou Nidal ou d'Ahmed Jibril.

L'Irak dispose ainsi, de même qu'il possède des armes chimiques et bactériologiques, d'un vivier de forces terroristes. Une armée irrégulière dont on sait que le but n'est pas de mener une guerre « propre » mais de créer des chocs psychologiques sur les opinions publiques sans comparaison avec leurs effets physiques, comme l'avaient déjà analysé Raymond Aron et Gérard Chaliand.

Quel que soit le rôle de ces groupes terroristes palestiniens avec Bagdad soit durable ou pas, qu'ils disposent d'une plus ou moins grande marge d'autonomie par rapport aux services spéciaux irakiens, voilà qui compte assez peu aujourd'hui. L'unicité de leurs points de vue — frapper les intérêts américains et occi-



PHOTO AP

Attentat à l'explosif à Beyrouth. Le terrorisme au Moyen-Orient, des ramifications sans frontières.

dentaux — assure en revanche à Saddam Hussein un incontestable *imprimatur* en matière terroriste. L'énumération des groupes ralliés à sa cause suffit à démontrer l'ampleur de la menace.

■ **Le Front de libération de la Palestine (FLP)**, d'Aboul Abbas. Ce dernier condamné déjà, en 1974, les dirigeants palestiniens tentés d'accepter un règlement défaitiste et la création d'un État palestinien en carton-pâte. Alors porte-parole du FPLP commandement général, Abbas avait revendiqué le raid de Kyriath-Shmoneh, à l'intérieur des frontières israéliennes de 1948, reprochant à Yasser Arafat la liquidation de la cause palestinienne.

Aboul Abbas, depuis, a été élu membre du comité exécutif de l'OLP aux côtés de Yasser Arafat. Et son nom est devenu célèbre à l'occasion du détournement en 1985, au large de l'Égypte, d'un paquebot de croisière, l'*Achille-Lauro*, par un commando du FLP. Cet acte de piraterie devait s'achever par l'assassinat d'un Juif américain paralysé, Leon Klinghoffer, tué de plusieurs balles dans la tête et jeté par-dessus bord.

Parvenu à conserver sa place au comité exécutif de l'OLP en dépit des pressions des Palestiniens modérés, Aboul Abbas a pris l'initiative du raid du 30 mai 1990 sur les côtes israéliennes. Cette fois, l'OLP refusait de l'exclure en dépit de l'insistance des États-Unis. La rupture du dialogue arabo-palestinien était, du coup, consommée. Le FLP quittait alors progressivement la Tunisie pour la Libye, puis la Libye pour l'Irak, où il s'est rangé derrière Saddam Hussein.

■ **Le Fatah-conseil révolutionnaire**. Son chef, Abou Nidal, a commencé

sa carrière politique en début des années 70 comme représentant de l'OLP auprès des autorités irakiennes. Partisan de la destruction totale de l'entité sioniste, il s'éloigna rapidement de l'organisation de Yasser Arafat, qu'il qualifie de « traître » pour fonder son groupe. En 1974, il est non seulement exclu de l'OLP pour indiscipline, sédition armée et meurtre d'un membre du Fatah mais aussi condamné à mort par un tribunal révolutionnaire de la principale organisation palestinienne.

Bagdad se refuse alors à livrer Abou Nidal, et ce dernier mène parallèlement une action terroriste contre les Arabes jugés « traîtres » à la cause palestinienne et contre des Juifs — comme ce fut le cas lors des attentats contre la grande synagogue de Rome ou le restaurant Goldenberg, rue des Rosiers à Paris. Le Fatah-conseil révolutionnaire, après avoir accepté l'hospitalité de l'Irak, s'est installé en 1983 en Syrie tout en disposant d'arrière en Libye et dans certains pays de l'Est.

Le rapprochement syro-américain et l'effondrement du système communiste dans les pays d'Europe de l'Est ont conduit Abou Nidal, fortement soupçonné d'avoir commandité, voilà 10 jours, l'assassinat à Tunis d'Abou Iyad, responsable des services de renseignement de l'OLP, à se rapprocher de Saddam Hussein.

■ **Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) commandement général**. Cette organisation, fondée depuis plus de 20 ans, est toujours dirigée par Jibril. Ce nationaliste palestinien, formé par l'Académie militaire du Caire puis entré dans les cadres de l'armée syrienne, affirme avec constance son credo : « Les Israéliens, tous les Israéliens,

doivent payer le prix du sang pour leur présence sur le sol de ma patrie. Mais lui aussi range l'impérialisme et les occidentaux dans le champ de ses cibles et considère durement les positions « capitulaires » de Yasser Arafat ou toute tentative de négociations avec Israël. Son groupe, qui comprendrait un nombre restreint de combattants, est pourtant généralement considéré comme redoutable. Les États-Unis lui imputent en particulier l'attentat de Lockerbie, en 1988, contre un Boeing de la Pan Am au-dessus de l'Écosse, qui provoqua la mort de 270 passagers. Hébergé et protégé par Damas il y a encore quelques mois, le FPLP commandement général s'est à présent placé sous la bannière irakienne.

Cette liste, sans prétendre être exhaustive, doit aussi comprendre le FPLP de Georges Habache, qui s'est rapproché de Saddam Hussein et l'Organisation du 15 mai, dirigée par Abou Ibrahim. Voici donc une étrange légion composée des « jus-qu'au-boutistes » de la cause palestinienne et rompue à ce qu'on appelle le terrorisme publicitaire, celui-là même qui compte sur l'écho des médias pour démultiplier l'impact de ses coups.

Si tant est qu'il puisse exister des guerres « propres », ces groupes se sont déjà chargés de rappeler, comme mercredi à Beyrouth et à Baalbek, qu'il est toujours possible d'opposer à la technologie la plus fine une technique de harcèlement. Car le terrorisme ne se contente pas à des ennemis mais choisit des cibles innocentes. Il ne s'agit pas là d'une guerre des pauvres contre les riches, mais d'une guérilla sans frontières, aux champs de bataille toujours mobiles, qui se moque des vieilles règles de la guerre.

La construction européenne, grande victime de la crise

« L'Europe est un géant économique, un nain politique et une larve militaire », se lamentent les politiciens de Bruxelles

d'après The New York Times

LONDRES — La guerre du Golfe a mis abruptement un frein à l'élan donné en 1990 à la construction européenne, relançant l'axe des « relations particulières » entre Londres et Washington et revigorant le pacifisme allemand, facteur d'inquiétude dans de nombreuses officines.

L'analyse des gouvernements et celle des spécialistes concordent : l'unité européenne, déjà fragile, vole maintenant en éclats.

Les partisans d'une Europe unie ont été profondément atterrés de constater le manque d'adhésion de la politique de la Communauté depuis que Saddam Hussein a repoussé avec mépris sa tentative d'éviter la guerre par la voie diplomatique.

Maintenant que l'échéance du 15 janvier est venue à terme, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne suivent chacune des avenues séparées.

En vertu du système de rotation en vigueur à la Communauté européenne, c'est actuellement au tour du Luxembourg de coordonner pendant six mois la politique étrangère et militaire des 12 pays membres et de leurs 336 millions d'habitants. Or, Jacques Poos, ministre des Affaires extérieures du Luxembourg, souligna lui-même mercredi que la guerre révélait « l'insignifiance politique de l'Europe ».

« L'Europe est un géant économique, un nain politique et une larve militaire », résumait de son côté son homologue de la Belgique, M. Mark Eyskens, avant même le début des hostilités.

Alors que les 35 000 soldats britanniques présents dans le Golfe se sont engagés à combattre sous le commandement américain, la France, elle, ne veut qu'assurer le retrait des forces irakiennes du Koweït, rien de plus, soutient le président François Mitterrand. On compte 10 000 soldats français dans la région.

De plus petits pays ont également envoyé des navires et de l'équipement militaire dans le Golfe, mais la collaboration se fait difficile. Ainsi, selon des sources gouvernementales des deux pays, la Belgique a rejeté la demande que lui adresse la Grande-Bretagne pour obtenir des munitions pour ses troupes.

Quant à l'Allemagne, dont l'économie est la plus puissante et la plus

vigoureuse d'Europe, et qui a une des plus grandes armées, elle a refusé d'engager des troupes dans la bataille et a même hésité à envoyer 18 avions en Turquie pour assurer à ce pays, membre de l'OTAN, une protection en cas d'attaques irakiennes.

L'Allemagne non-combative

Le gouvernement allemand a finalement acquiescé à la demande, le mois dernier, mais en refusant délibérément de déclarer qu'il viendrait en aide à la Turquie, si Saddam Hussein s'en prenait à ce pays. Aujourd'hui, le président turc Turgut Ozal y va de commentaires acerbes. « L'Allemagne est devenue si riche, dit-il, qu'elle a perdu tout esprit combatif. »

Outre ces avions, la contribution allemande à la guerre du Golfe s'est limitée à un support logistique et monétaire. Mercredi, le chancelier Helmut Kohl a toutefois annoncé que l'Allemagne irait au-delà de l'effort de 2,2 milliards de dollars déjà consentis. Certaines sources parlent d'un montant total de 6,7 milliards de dollars de plus.

Mais si M. Kohl s'est montré critique envers le ton anti-américain qui préside aux manifestations contre la guerre en Allemagne, des commentateurs, comme M. Joachim Fest du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, disent que la politique du chancelier est en partie à blâmer pour ce résultat.

« Ce qui nous manque, c'est de savoir où nous logeons et ce pour quoi nous sommes prêts à nous tenir debout quand vient le temps d'agir », a écrit M. Fest.

Une autre manifestation pacifiste d'importance est prévue à Bonn aujourd'hui.

« Je comprends le pacifisme allemand, dit de son côté M. François Heisbourd, directeur de l'Institut international d'études stratégiques à Londres. Mais dans le cas présent, l'Allemagne n'est pas une cible, la guerre a été approuvée par une résolution des Nations unies, et le théâtre des opérations est loin. Comment alors en arriver à une politique européenne commune, quand les Britanniques et les Français subissent des pertes au Koweït et que les Allemands se tiennent délibérément à l'écart ? »

Idylle américano-britannique

Par ailleurs, du fait de la guerre, le nouveau premier ministre britannique John Major a retrouvé avec George Bush les mêmes relations chaleureuses que son prédécesseur Margaret Thatcher a entretenues avec l'ancien président américain Ronald Reagan.

De hauts fonctionnaires britanniques affirment que MM. Major et Bush ont eu de fréquentes conversations téléphoniques depuis le déclenchement des hostilités. Le président américain aurait même avisé M. Major du début de la guerre 24 heures avant de communiquer avec ses autres alliés de l'OTAN.

Pourtant, avant l'éclatement de la crise du Golfe en août dernier, M. Bush semblait plutôt se rapprocher de l'Allemagne, faisant du chancelier Kohl son principal allié en Europe. Une situation qui a maintenant bien changé : des diplomates de l'OTAN affirment qu'à Washington, on a été profondément déçu de la timide réponse allemande à la situation actuelle, et fortement préoccupé de ses implications pour l'avenir advenant d'autres crises.

« Maintenant j'espère que les Américains savent qui sont leurs vrais amis », commente John Gilbert, député britannique du Parti travailliste, ajoutant que si son parti remportait le pouvoir, il considérerait lui aussi comme vitale la relation de son pays avec les États-Unis.

Lors de son passage hier à Paris, le secrétaire aux Affaires extérieures britannique, Douglas Hurd, disait pour sa part souhaiter un renforcement de la présence européenne dans le Golfe pour éviter un ressac anti-européen dans l'opinion publique américaine qui se traduirait par « d'importantes complications » dans les relations trans-Atlantique.

La Grande-Bretagne aimerait en fait que l'Allemagne et le Japon en fassent davantage. « Nous croyons que ce nous faisons dans le Golfe en vaut la peine, même si personne ne nous donne de l'argent, de dire un haut fonctionnaire du 10 Downing Street. Mais il ne serait que juste que le fardeau soit partagé. »

Si la guerre divise les Européens, la fin du conflit n'est pas non plus interprétée de la même façon par tous.

Les buts poursuivis par la Grande-Bretagne s'apparentent aux objectifs américains, mais ils sont bien éloignés de ceux de la France ou de l'Allemagne.

Citant les résolutions des Nations unies demandant le retour de la paix et de la stabilité dans la région du golfe Persique, les porte-parole des deux principaux partis britanniques affirment que leur pays appuiera l'envoi de troupes en Irak même si l'armée de Saddam Hussein finit par être évincée du Koweït.

À l'inverse, en Allemagne, l'opposition social-démocrate appelle déjà au retrait des 18 avions stationnés en Turquie, tandis que M. Kohl et son ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, souhaitent

le plus tôt possible un arrêt des hostilités.

La France, enfin, a jusqu'à maintenant refusé d'autoriser des attaques aériennes contre l'Irak, disant

que son aide se limite à une assistance au Koweït occupé. Néanmoins, hier, les avions français ont mené leurs premières attaques contre des cibles en Irak.

UNIVERSITÉ Concordia

La Faculté de génie et d'informatique présente

Mme Monique Frize, Ph. D. Ing.

Présidente du Comité canadien des femmes en ingénierie

Women in Engineering-The 1990's

28 janvier 1991
13h
Pavillon Hall, 1455, boulevard de Maisonneuve ouest
salle H-937

L'entrée est libre et tous et toutes sont les bienvenus.

Renseignements : 848-3073

LE DEVOIR

DISTRIBUÉ EN FLORIDE

JUSQU'À LA FIN DE MARS 1991

Les vacanciers trouveront LE DEVOIR aux endroits suivants:

<p>MIAMI BEACH GOLDEN SHORES 18190 Collins Avenue</p> <p>SUNSHINE FOOD MARKET 18110 Collins Avenue</p> <p>FORT LAUDERDALE A1A CUNNINGHAM'S A1A Oakland Park</p> <p>POMPANO OCEANSIDE 31 N. A1A Extension Pompano Beach</p>	<p>HOLLYWOOD BEACH SUNDRIES 328 Johnson Street</p> <p>DELI FOOD MARKET 302 Johnson Street</p> <p>DANIA LUCKY 7 STORE 1414 S. Federal Hwy</p>
--	---

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

LE MONDE EN BREF

Les attentats se poursuivent au Pérou

LIMA (AFP) — Une dizaine de personnes ont été blessées hier par l'explosion d'une voiture piégée à l'aéroport international de Lima, a annoncé la police. Plusieurs voitures ont en outre été détruites par l'incendie qui a suivi l'explosion survenue à la mi-journée dans un parking faisant face à l'aire d'embarquement des vols nationaux, a-t-on précisé. La police n'a pas donné de précisions sur la gravité des lésions des personnes blessées.

Le Vatican précise ses rapports avec Israël

CITÉ DU VATICAN (AFP) — L'absence de relations diplomatiques entre le Vatican et Israël « ne signifie pas que le Saint-Siège ne reconnaisse pas l'État d'Israël », a déclaré hier le porte-parole du Vatican. Répondant aux critiques de la communauté juive italienne et d'une partie de la classe politique, qui au cours des derniers jours ont reproché au pape de ne pas avoir affiché une solidarité plus active avec l'État hébreu au moment des attaques irakiennes au moyen de missiles Scud, tout en lui demandant de reconnaître officiellement Israël, le Vatican a souhaité faire une mise au point. Le Saint-Siège, a expliqué le porte-parole Joaquin Navarro dans une longue déclaration, « n'a jamais mis en doute l'existence » d'Israël depuis la proclamation de l'État hébreu, rappelant que six personnalités politiques israéliennes ont effectué une visite au Vatican. L'absence de rapports diplomatiques est due à « des raisons non pas théologiques, mais juridiques », a ajouté M. Navarro. Ces difficultés portent, selon lui, sur « la présence d'Israël dans les territoires occupés et ses rapports avec les Palestiniens », « l'annexion de la ville sainte de Jérusalem », la situation de l'Église catholique en Israël et dans les territoires administrés par Jérusalem. Il y a de la part du Saint-Siège envers Israël « une attitude de profond respect comme envers tous les autres États », et l'État hébreu doit être « aidé dans son existence et sa sécurité », notamment par la recherche « d'accords » avec les autres États de la région, a souligné le porte-parole.

Le père Aristide, en visite à Paris lundi

PARIS (AFP) — Le père Jean-Bertrand Aristide, président élu de Haïti, est attendu lundi à Paris pour une visite de 48 heures au cours de laquelle il sera reçu mardi par le chef de l'État français, M. François Mitterrand, a-t-on indiqué hier de source officielle française. Le père Aristide doit aussi être reçu, entre autres, par le premier ministre Michel Rocard et le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas. Après les États-Unis, la France est le deuxième bailleur de fonds de Haïti, État francophone des Caraïbes.

Rentrée de Saliout-7 vers le 6 février

PARIS (AFP) — La rentrée dans l'atmosphère de la station spatiale soviétique Saliout-7 et du satellite Cosmos-1686, qui lui est amarré, « est actuellement fixée au 6 février, à quatre jours près », selon les calculs effectués par les spécialistes du Centre européen d'opération spatiales (ESOC) de l'Agence Spatiale Européenne (ESA), annonce un communiqué de l'ESA. À partir des informations fournies par la NASA et le FGAN, établissement allemand de recherche en sciences appliquées de Wachtberg-Werthoven (RFA), l'ESOC prépare pour les 13 pays européens membres de l'ESA, des prévisions sur le moment de la rentrée du train spatial soviétique. « Selon les données actuelles, le point de rentrée pourrait se situer quelque part entre 51,7 degrés de latitude nord et 51,7 degrés de latitude sud », mais précise l'ESA, « ces prévisions s'affinent à mesure qu'on approche de la date du 6 février ». Citant des sources du Commandement spatial américain, le magazine américain Aviation Week and Space Technology avait mentionné il y a dix jours la date du 5 février comme la plus probable pour la rentrée de Saliout-7-Cosmos-1686. Selon l'agence TASS, le 23 janvier, le train spatial soviétique évoluait sur une orbite de 263 km d'apogée, 245 km de périogée, inclinée de 51,6 degrés qu'il parcourrait en 89,4 minutes. Les paramètres de cette orbite diminuent au fur et à mesure sous l'effet de l'attraction gravitationnelle de la Terre.

Un sous-marin soviétique sombre

MOSCOU (AFP) — Un sous-marin diesel soviétique de la flotte du Pacifique a sombré vendredi au large du port de Vladivostok, alors qu'il était en train d'être désarmé, a annoncé l'agence de presse officielle TASS. Le sous-marin, dont ni le nom ni le type n'ont été précisés et qui devait être envoyé à la casse, a été perdu mais aucune victime n'a été enregistrée, selon TASS. À la suite d'une erreur humaine, une voie d'eau s'est ouverte dans le sous-marin et n'a pu être obturée, a expliqué l'agence.



Edigs Riekscins, 18 ans, est tombé sous les balles des Bérés noirs, dimanche dernier, à Riga.

PHOTO AP

L'armée et la milice assureront la reprise en main de la continuité en Union soviétique

MOSCOU (AFP) — Pendant que des dizaines de milliers de Lettons assistaient aux funérailles des victimes de la fusillade de Riga, un nouveau pas ferme été franchi dans la reprise en mains en Union soviétique avec l'annonce hier de la création de patrouilles conjointes de l'armée et de la milice dans les grandes villes du pays à partir du 1er février.

En vertu d'un ordre signé conjointement par les ministres de l'Intérieur et de la Défense, M. Boris Pougov et le maréchal Dmitri Iazov, ces patrouilles mixtes, armées et équipées de blindés, seront déployées à Moscou et dans les principales villes d'URSS en cas de manifestations ou certains week-ends, a annoncé l'agence non officielle Interfax. C'est la première fois depuis le début de la perestroïka, en 1985, que l'armée soviétique se trouve ainsi associée de façon permanente à des opérations de maintien de l'ordre. Cela s'apparente à « l'état d'urgence » et il est possible que des instructions secrètes accompagnent cet ordre, a estimé un député du Parlement de Russie, Sergueï Ioutchenkov, officier de l'armée cité par Interfax. L'ordre des ministres insiste sur la nécessité de constituer des patrouilles, équipées notamment de blindés, et de tenir prêt dans chaque garnison militaire une compagnie ou un bataillon avec ses armes et ses munitions. Toutes les grandes villes soviétiques sont concernées par ce dispositif, les capitales de républiques ou de régions, mais aussi les grandes cités industrielles. Il sera fait appel à ces patrouilles « en cas de manifestations, d'événements politiques importants ou les week-ends et les jours de fête si nécessaire », ajoute Interfax.

L'armée n'était employée jusque-là que ponctuellement pour des opérations de maintien de l'ordre, au Caucase ou en Asie centrale, des régions où se déroulent des troubles inter-ethniques. Elle n'est notamment jamais intervenue dans les rues de Moscou. Cette tâche étant jusqu'à présent de la seule compétence de la milice (police) et des troupes du ministère de l'Intérieur, des régiments constitués sur le modèle militaire, et équipés de blindés. Ces troupes comptent plus de 30 000 hommes mais relèvent uniquement du ministère de l'Intérieur.

L'armée est intervenue directement ces dernières semaines dans les républiques baltes, participant notamment, en collaboration avec les troupes de l'intérieur, à l'attaque des installations de la télévision lituanienne le 13 janvier, qui a fait 14 morts. Ce changement de politique, justifié officiellement par la chasse aux milliers de réfractaires au service militaire, constitue un important tournant dans l'attitude de l'armée devant les événements intérieurs en Union soviétique.

La nuit tragique du 9 avril 1989 à Tbilissi, où des soldats avaient battu à mort des manifestants avec des pelles et utilisé des gaz toxiques, faisant 20 tués, avait constitué un choc dans tout le pays. Accusée de toutes parts, l'armée, sous la pression d'un fort courant parmi les officiers supérieurs, faisait savoir que le maintien de l'ordre intérieur n'était pas de son ressort et qu'elle se limiterait à la défense du pays.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Vitaly Tchourkine, est allé encore plus loin hier, en excluant pas « un retour à la guerre froide », pour bien marquer les enjeux au moment où se discute la tenue ou non du sommet soviéto-américain en février à Moscou.

Entre-temps, à Riga, des dizaines de milliers de Lettons se sont réunis hier devant le monument de l'Indépendance pour rendre hommage aux quatre personnes tuées lors de l'attaque, dimanche, du ministère de l'Intérieur letton par les « bérés noirs » soviétiques.

En Lituanie, entre 3000 et 5000 personnes se sont rassemblées vendredi pendant une demi heure pour rendre hommage aux victimes des affrontements de Riga. Dans une atmosphère de grand recueillement, les manifestants, qui se tenaient devant la bibliothèque de Vilnius, ont écouté des chants religieux.

Le premier ministre letton, Ivars Godmanis, a déclaré à la foule que, en dépit des violences de dimanche, la république poursuivait sa marche vers l'indépendance.

« Nous cherchons à montrer qu'une société humaine et démocratique est possible. Une société dépourvue de ces caractéristiques cherche à nous dévier de notre chemin. A bas les assassins, vivent tous les héros », a-t-il dit.

Des milliers d'habitants de Riga et de toute la Lettonie ont défilé les larmes aux yeux devant le cercueil d'Andris Slapins, un caméraman de 41 ans tué alors qu'il filmait l'assaut contre le ministère, à partir d'un parc situé près du bâtiment.

Le corps d'un lieutenant de la milice lettonne de 27 ans, Sergueï Kononienko, vêtu de son uniforme, et celui d'Edigs Riekscins, un écolier de Riga de 18 ans, tués dans le parc, ont été exposés dans un amphithéâtre de l'Université de Riga.

Une quatrième victime, Vladimir Gomonjitch, un milicien de 31 ans, père de trois enfants, a été enterré dans sa Biélorussie natale.

Au rythme d'une marche funèbre interprétée par un orchestre letton, les trois cercueils ont été portés sur 200 mètres de l'université au monument de l'indépendance. A 13h15, les cloches de la cathédrale luthérienne ont sonné à toute volée, relayées pendant un quart d'heure par les cloches de toute la ville.

La foule, d'où émergeaient des drapeaux lettons, lituaniens, russes, polonais et américains, entourait les cercueils des trois victimes. Par res-

pect pour les religions de chacun, deux prêtres luthérien et orthodoxe ont simplement prononcé des discours à la tribune du monument.

À la fin de la cérémonie, les gens ont formé un cortège funèbre derrière les trois cercueils disposés sur des camions ouverts, marchant lentement vers le cimetière Meza, dans le nord de Riga, où les victimes devaient être enterrées.

Il reste cependant encore des zones d'ombres sur les circonstances de la fusillade.

Les « bérés noirs » affirment avoir tiré en l'air après avoir été attaqués devant le parquet soviétique, lors d'une relève de sentinelles. Les bureaux du parquet se trouvent non loin du ministère de l'Intérieur.

En revanche, des témoins affirment que les commandos de la milice soviétique ont pris d'assaut le bâtiment. Selon la version des anti-indépendantistes, l'attaque s'est produite après que la femme d'un des « bérés noirs » eut été violée.

Le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a demandé que la lumière soit faite sur l'incident, à la suite duquel les autorités lettones ont renforcé les défenses autour des bâtiments stratégiques comme le Parlement. Les responsables lettons refusent par ailleurs que le procureur soviétique en Lettonie prenne part à l'enquête, estimant qu'il est partie prenante dans l'affaire.

L'armée yougoslave arrête plusieurs personnes en Croatie

BELGRADE (AFP) — Les autorités militaires yougoslaves ont arrêté jeudi et hier « plusieurs personnes » en Croatie soupçonnées de « préparer une rébellion armée » dans cette république de l'Ouest de la Yougoslavie, a annoncé le Ministère fédéral de la défense dans un communiqué cité par l'agence Tanjug.

Ce communiqué, qui ne cite aucun nom, affirme que ces personnes ont participé à l'organisation et l'armement de formations paramilitaires illégales en Croatie, qu'elles prépareraient des actes de terrorisme et de diversion, ainsi que des attaques contre des intérêts militaires, des personnalités militaires et des membres de leurs familles.

Le ministère yougoslave de la Défense avait menacé mercredi d'intervenir en Croatie si cette république « toutes ses formations armées paramilitaires ».

Le président croate M. Franjo Tudjman, a pour sa part averti hier que la Croatie (nord-ouest) ferait sé-

cession de la Yougoslavie en cas d'intervention de l'armée yougoslave sur son territoire.

De son côté, le Parlement de Macédoine (sud de la Yougoslavie) a proclamé hier la souveraineté de cette république au sein de la fédération yougoslave, a annoncé l'agence Tanjug.

La « déclaration sur la souveraineté » de la Macédoine, adoptée par acclamation, proclame le droit du peuple macédonien à la sécession. Le Parlement macédonien a indiqué dans un communiqué que la Macédoine procéderait des dispositions de sa « déclaration sur la souveraineté » lors des négociations sur la future organisation politique de la Yougoslavie avec les autres composantes de la fédération.

La Macédoine est, après la Slovaquie, la Croatie et la Bosnie Herzégovine, la quatrième des six républiques de la fédération yougoslave à avoir éliminé les communistes à l'issue d'élections libres en décembre dernier.

Rien de réglé en Somalie

NAIROBI (AFP) — Le président somalien Mohamed Siad Barre a offert hier de démissionner si la guérilla qui se bat dans Mogadiscio contre les forces régulières accepte un cessez-le-feu, alors qu'un nouveau gouvernement a été mis en place.

Les rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (USC) ont rejeté une précédente offre de cessez-le-feu de M. Barre, déclarant que des négociations ne pourraient s'engager qu'après la démission du président.

Par ailleurs, un nouveau gouvernement a été mis en place par le nouveau Premier ministre Omar Arte-

Galeb. Ancien opposant condamné à mort pour trahison en 1988, M. Artehb Galeb a été nommé dimanche dernier. Le gouvernement est totalement composé de nouveaux venus que le président a qualifié de « personnes jeunes et instruites » sur les ondes de la Radio.

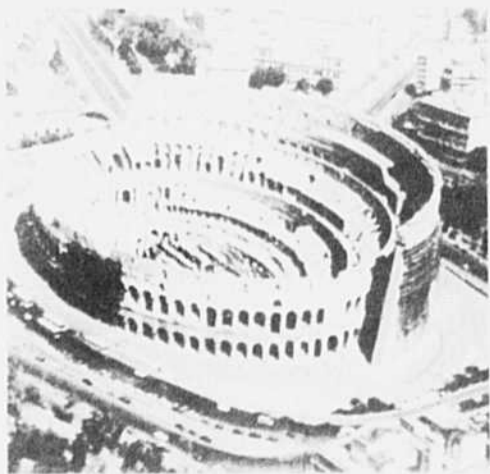
Mogadiscio est dévastée par les combats que se livrent l'USC et les forces régulières depuis le 30 décembre dernier. Des cadavres décomposés jonchent les rues, plus de deux-tiers des habitants ont fui et ceux qui restent manquent de nourriture et d'eau.

Ciel 98,5

Écoutez Ciel et parcourez le monde



Écoutez Ciel MF tous les jours et identifiez 4 mots passeport... Vous pourriez vous retrouver sous le ciel d'Italie!



Tirage le 14 février 1991

exotik

Remplissez et retournez à:

Ciel, C.P. 98,5 — Longueuil, J4H 3Z3

Mots passeport Date de diffusion

Nom Prénom
 Adresse
 Ville Code postal
 Téléphone résidence Téléphone bureau

LE DEVOIR

Renseignements..... (514) 844-3361

Administration..... (514) 844-3361

Rédaction..... (514) 842-9628

Annonces classées..... (514) 286-1200

Publicité..... (514) 842-9645

numéro sans frais..... 1-800-363-0305

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30

Abonnements

Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camelot. Pour les abonnements postaux, contactez le (514) 844-7457

Montréal.....	(514) 332-3891 ou (514) 844-5738
Québec.....	(418) 845-2080
Extérieur — Indicatif 514.....	1-800-361-6059
Indicatif 418.....	1-800-463-4747
Indicatif 819.....	1-800-361-5699
Indicatif 613.....	1-800-361-5699

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

La quadrature du cercle de Mikhaïl Gorbatchev

Le leader soviétique ne peut à la fois maintenir l'empire, éviter la violence et conserver sa popularité en Occident

François Brousseau

MIKHAÏL GORBATCHEV voulait tout à la fois démocratiser l'empire et le conserver, réformer le socialisme sans en sortir, redonner la liberté d'expression aux nations de l'URSS, tout en croyant qu'elles voudraient toujours rester ensemble. Et l'Occident, pendant les belles années aujourd'hui révolues du père de la *glasnost*, y a cru.

« Folie, utopie, naïveté, contradiction insoluble ! » répondent aujourd'hui, en choeur, les représentants des nations concernées et les sceptiques de toujours de la *perestroïka*, qui relèvent la tête après cinq années d'une « gorbymanie » généralisée qui les avait réduits au silence, ou presque.

ANALYSE

« L'Occident doit comprendre qu'il faut maintenant choisir entre l'Empire soviétique et la démocratie. Pour les pays occidentaux, il était confortable de considérer l'URSS comme un État unitaire, d'entretenir des relations avec un gouvernement unique et, dans une large mesure, avec un seul homme. Mais ce confort a entraîné des concessions morales et politiques qui pourraient coûter très cher à vos gouvernements », a ainsi déclaré avant-hier au *Figaro* le président menacé de la Lituanie, Vytautas Landsbergis, toujours reclus avec ses députés dans un Parlement assiégé par l'Armée rouge.

Plus à l'aise dans ses quartiers à Vienne, le philosophe dissident Alexandre Zinoviev soupire aujourd'hui d'aise et y va de ses sarcasmes habituels contre les enthousiastes occidentaux de « Gorbatchev-le-démocrate », un personnage auquel il n'a personnellement jamais cru.

Dans un entretien à l'hebdomadaire italien *L'Espresso*, Zinoviev a réitéré cette semaine que l'objectif du chef du Kremlin « n'a jamais été la démocratisation de l'URSS. La situation en Lituanie est exemplaire à cet égard. Quand Gorbatchev a engagé sa *perestroïka*, il voulait faire d'une pierre deux coups : conquérir la confiance de l'Occident et, parallèlement, maintenir le système de pouvoir en vigueur dans son pays. Et en effet, il a conquis le pouvoir absolu, devenant à la fois secrétaire général du PCUS, président du Soviet suprême et chef de l'Armée.

Un autre « dur de dur » de l'anti-soviétisme universitaire, l'historien Michel Heller, co-auteur du livre remarqué *L'Utopie au pouvoir*, n'en revient pas de la naïveté « stupéfiante » de l'Occident devant Gorbatchev.

Selon lui, le président soviétique instaure, depuis deux ans, une « dictature aux gants de velours » : « Voilà près d'un an que Landsbergis répète que les chars soviétiques vont intervenir, que c'est la guerre avec Moscou. Mais l'Occident a décidé de croire que l'URSS était sortie du soviétisme, qu'elle était devenue un État normal, respectant les règles internationales et que la guerre froide ou idéologique était finie. Les événements de Lituanie montrent que cette vision est totalement irréaliste », a-t-il déclaré à l'hebdomadaire *Le Point*.

« La situation des pays baltes est différente de celle des autres républiques soviétiques », tient pour sa part à dire M. Alain Stanké, Lituanien du Québec, éditeur et animateur connu, qui garde un contact téléphonique fréquent avec sa patrie, récemment redécouverte à la faveur de la *perestroïka*. « Au sens strict du droit international, ces pays n'ont jamais fait partie de l'URSS », a-t-il rappelé cette semaine au *DEVOIR*, peu après avoir difficilement réussi à joindre Vilnius au téléphone.

« Après le massacre, la détermination des gens là-bas reste totale », rapporte-t-il de ses récentes conversations, et serait plus fouettée que diminuée par les événements sanglants de Vilnius, répétés cette semaine à Riga, dans la république voisine de Lettonie. « Les manifestations grossissent encore et ont atteint les centaines de milliers de personnes », dans un pays de 3,7 millions d'habitants.

Un défaut quasi-génétique

Détermination inébranlable des nations baltes, intransigence absolue du « centre » moscovite sur l'intégrité territoriale de l'URSS, montée en force des militaires autour de Gorbatchev : ces données annoncent-elles un bain de sang encore plus terrible que ceux du 13 janvier à Vilnius et du 20 janvier à Riga ?

Pas nécessairement, font valoir certains analystes, prompts à noter les zig-zags incessants de Gorbatchev, qui souffre selon Michel Heller « d'un défaut quasi-génétique, celui de ne jamais pouvoir aller au bout de son action ». D'autres parleront de désarroi pathétique, d'un pouvoir présidentiel énorme « sur papier », mais directement proportionnel à son impuissance réelle.

En effet, après avoir eu des mots très durs contre les nationalistes baltes, après avoir fait l'innocent devant les « bavures » sanglantes de l'armée, il a baissé cette semaine le ton et reculé sur au moins deux points importants. Sans doute échaudé par la réaction de l'Occident — resté relativement attentif aux affaires soviétiques malgré la guerre du Golfe — il a, au cours des trois derniers jours :

■ apparemment « lâché » les *col labos* locaux de Lettonie et de Lituanie, réunis sous la houlette de « comi-

lés de salut nationaux » plus ou moins fantomatiques ;

■ renoncé à la tutelle présidentielle directe, menace agitée depuis l'automne dernier devant l'agitation nationaliste dans les pays baltes et en Géorgie, notamment.

La détermination souverainiste ou séparatiste des Baltes et des autres nationalités de l'URSS est variable. Selon les cas, la question des minorités locales y joue plus ou moins. En Lituanie, non seulement les Lituanais de souche (80 %) disposent-ils d'une majorité indépendantiste « automatique », mais on estime que la moitié des 20 % restants (Russes, Biélorusses et Polonais) appuient également l'indépendance. « Une situation très différente de celle du Québec », relève M. Stanké. Mais tel n'est pas le cas partout en URSS, et Gorbatchev trouve là le terrain à d'abondantes manœuvres tactiques.

Ainsi le président letton Anatoli Gorbounovs, « souverainiste modéré », fait-il actuellement l'objet d'intenses pressions de Moscou. Il faut savoir qu'aujourd'hui, par suite d'une colonisation systématique aux arrières-pensées politiques évidentes, 47 % des habitants de cette république ne sont pas des Lettons de souche, et qu'une minorité russo-phonie — résolument hostile à l'intégration à la majorité et se plaignant



Devant le Parlement de Vilnius, attroupements et graffitis antisoviétiques.

de « persécutions » ethnico-linguistiques — y est très active.

Supplié (ou menacé) par le Kremlin, M. Gorbounovs a finalement ac-

cepté de participer au référendum pan-soviétique, fixé au 17 mars, sur

la mystérieuse « souveraineté-association » à la mode Gorbatchev. « Un

leur méprisable », selon les plus ardents nationalistes. Quoiqu'il en soit, le résultat de telles consultations est bien moins certain en Lettonie et en Estonie (40 % de non-Estoniens de souche) qu'en Lituanie.

Pendant ce temps, le président Landsbergis, démocratiquement élu peu avant la proclamation unilatérale d'indépendance, en mars 1990, refuse par principe de se prêter à ce jeu, qui reviendrait — ignominie — à reconnaître que cette république n'est pas déjà légalement indépendante. Tout au plus a-t-il accepté, en termes vagues, de tenir bientôt un « sondage grandeur nature » sur la popularité de l'option indépendantiste. Mais sans soumettre, toutefois, cette consultation au cadre moscovite du 17 mars.

Une différence essentielle

Après la libération politique pacifique de la plupart des pays de l'Est, en 1989, on était tenté de croire qu'un scénario semblable était tracé d'avance pour les pays baltes. L'air qu'on respire à Tallinn, l'architecture de Vilnius, le climat intellectuel de toute la région, ne font-ils pas de ces pays des membres naturels de la grande Europe ?

Mais si Gorbatchev a bel et bien « bradé » le glacis de l'Europe centrale en échange d'une popularité

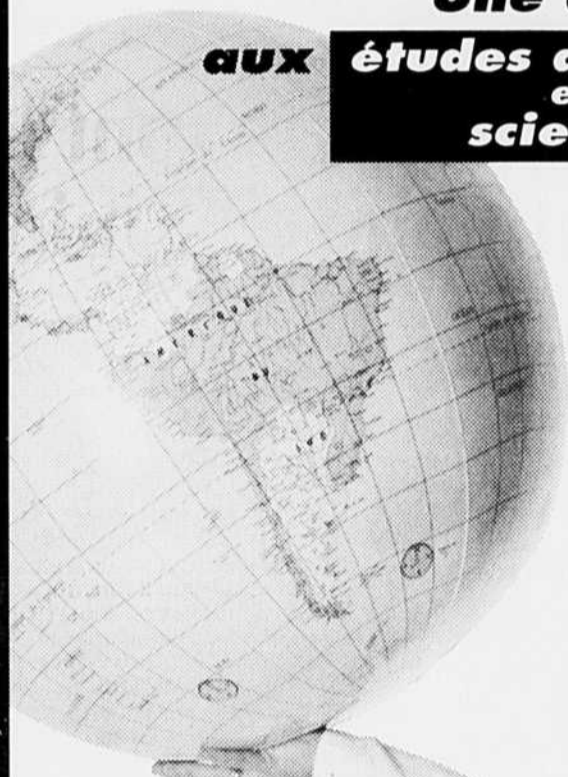
extraordinaire à l'Ouest — ce que même des analystes comme Heller et Zinoviev reconnaissent aujourd'hui —, il n'est pas pour autant prêt, différence essentielle, à laisser faire la même chose à l'intérieur des frontières de l'URSS. Les militaires avaient déjà avalé de travers la perte du bloc de l'Est : il n'est pas question pour eux de laisser aujourd'hui partir, sans coup férir, ce qui reste de leur empire.

Mais le raidissement évident du Kremlin réussira-t-il à freiner les tendances objectives à la désintégration, absolument inséparables de la libéralisation des cinq dernières années ? Peut-on sérieusement concevoir à Moscou le retour du communisme et de son idéologie, du *status quo ante* ?

Le père de la *perestroïka* est arrivé aujourd'hui à l'ultime limite de son expérience historique : un « socialisme réformé », dans le cadre d'une « URSS démocratique », cela tient tout simplement de la quadrature du cercle. Ou Gorbatchev use de la violence pour préserver l'Empire et il perd ses appuis à l'Ouest. Ou il maintient le cap démocratique et l'URSS — qu'il persiste à appeler son « pays » — disparaît purement et simplement.

La tragédie, c'est qu'il recherche encore désespérément une inexistante voie médiane.

Une autre équipe aux études avancées de l'UQAM en sciences



Elle s'appelle Nathalie Doyon.

Elle a fait un baccalauréat en sciences biologiques à l'Université de Montréal.

Elle fait présentement une maîtrise en sciences de l'environnement à l'UQAM et prépare un mémoire en toxicologie aquatique.

Il s'appelle Sami Fadlallah.

Il a fait un baccalauréat en biochimie et une maîtrise en biologie à l'UQAM.

Il fait présentement un doctorat en sciences de l'environnement à l'UQAM et prépare une thèse en toxicologie de l'environnement.

Il s'appelle Hugues Trieu Hung Diep.

Il a fait un baccalauréat en biologie à l'UQAM.

Il fait présentement une maîtrise en biologie à l'UQAM et prépare un mémoire en immunotoxicologie.

Une autre équipe du laboratoire de recherche en toxicologie de l'environnement (TOXEN) faisant partie de l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM.

Rencontre d'information

Mercredi 30 janvier
de 19 h 30 à 21 h 00
Pavillon Judith-Jasmin
405, rue Sainte-Catherine Est
Local J2940

UQAM

Le savoir universitaire, une valeur sûre!

Date limite d'admission : 1^{er} févrierDOCTORAT
Psychologie, Ph.D., D.Ps.

Date limite d'admission : 15 février

DOCTORAT
Éducation*, Ph.D.
(en association avec l'UQAC, l'UQAH, l'UQAR, l'UQAT, l'UQTR)Date limite d'admission : 1^{er} marsMAÎTRISES
Communication*, M.A.
Éducation, M.A., M.Ed.
Muséologie*, M.A. (conjointement avec l'Université de Montréal)
Philosophie, M.A.
Sexologie*, M.A.
(seule la concentration counseling est contingentée)
Sciences de l'environnement, M.Sc.DOCTORAT
Communication, Ph.D. (conjointement avec l'Université de Montréal et l'Université Concordia)Date limite d'admission : 1^{er} avrilMAÎTRISES
Administration des affaires*, M.B.A. (profil avec mémoire)
Arts plastiques*, M.A.
(programme offert par extension à l'UQAC)
Études des arts*, M.A.
Intervention sociale*, M.A.
Sociologie, M.A.
DOCTORATS
Administration*, Ph.D. (en collaboration avec les HEC, l'Université Concordia et l'Université McGill)
Sciences de l'environnement, Ph.D.
Sociologie, Ph.D.

Date limite d'admission : 15 avril

MAÎTRISE
Enseignement au primaire, M.Ed.Date limite d'admission : 1^{er} maiDIPLOMES DE DEUXIEME CYCLE
Études américaines contemporaines (conjointement avec l'UQTR)
Météorologie*
MAÎTRISES
Analyse et gestion urbaines, M.A.
(conjointement avec l'ENAP et l'INRS)
Art dramatique, M.A.
Biologie, M.Sc.
Droit social et du travail*, LL.M.
Économique, M.Sc.
Études littéraires, M.A.
Géographie, M.Sc.
Gestion de projet*, M.Sc.
(conjointement avec l'UQAC, l'UQAH, l'UQAT, l'UQAR, l'UQTR)
Histoire, M.A.
Informatique de gestion*, M.Sc.A.
Kanthropologie, M.Sc.
Linguistique, M.A.
Mathématiques, M.Sc.
Science politique, M.A.
Sciences de l'atmosphère, M.Sc.
Sciences des religions, M.A.DOCTORATS
Études urbaines*, Ph.D. (conjointement avec l'INRS-Urbanisation)
Histoire, Ph.D.
Linguistique, Ph.D.
Mathématiques, Ph.D.
Philosophie, Ph.D.
(programme de l'UQTR offert par extension à l'UQAM)
Science politique, Ph.D.
Sciences des religions, Ph.D.
(conjointement avec l'Université Concordia)
Sémiologie, Ph.D.Date limite d'admission : 1^{er} juinMAÎTRISES
Chimie, M.Sc. (programme offert par extension à l'UQTR)
Sciences comptables*, M.Sc.
Sciences de la terre, M.Sc.DOCTORAT
Ressources minérales, Ph.D. (programme offert par l'UQAC avec la collaboration de l'UQAM)Date limite d'admission : 1^{er} aoûtDIPLOMES DE DEUXIEME CYCLE
Études interdisciplinaires sur la mort*
Intégration de la recherche à la pratique éducative
Systèmes d'information géographique*

*programme contingenté

La Fondation de l'UQAM offre des bourses d'études de 4 000 \$ et de 7 000 \$.

Renseignements :
870, boul. de Maisonneuve Est
Local T-3600
Montréal
☎ (514) 987-3121

Université du Québec à Montréal

ÉDITORIAL

L'esquive a fait son temps

Elle aura fait vibrer bien des cœurs, la ministre québécoise des Affaires culturelles, en annonçant tout de go lundi que son gouvernement entendait rapatrier d'Ottawa « tous les pouvoirs fédéraux » sur la culture, de même que toute la part québécoise d'institutions fédérales, de Radio-Canada à Téléfilm en passant par les musées. Énorme et explosive affaire, qui surprend d'autant plus que madame Liza Frulla-Hébert n'est surtout pas la plus souverainiste des membres du cabinet provincial. Et qu'on ne sait par quelle chimie son gouvernement se serait converti à un tel assaut. Depuis qu'il a inventé le concept de « souveraineté culturelle », il y a une vingtaine d'années, le premier ministre, M. Bourassa, n'a jamais exprimé la moindre tentation de déloger Ottawa des affaires culturelles proprement dites. Jamais elles ne sont apparues dans la liste des revendications du Québec sauf, et timidement, pour le secteur des communications. Un sain scepticisme est donc de mise.

Ce virage, nul besoin d'insister, arrive le jour même où le ministère des Affaires culturelles rendait public le rapport que sa titulaire précédente, madame Lucienne Robillard, avait commandé à la firme Samson Bélair Deloitte & Touche avec mandat de proposer « de nouvelles avenues de financement » pour les arts. Il s'est trouvé que les auteurs de l'étude, avec à leur tête l'économiste André Coupet, ne se sont pas enflammés dans les questions d'argent, et ont visé au cœur du problème. Tout en fournissant à l'État québécois une panoplie de suggestions intéressantes à des fins de financement, ils ont d'abord proposé au dit État de commencer par découvrir ses propres pouvoirs que nul, sinon sa propre incurie, ne l'empêche d'exercer.

Le ministère des Affaires culturelles dépense plus que toute autre instance, y compris le gouvernement fédéral, pour faire vivre la culture au Québec, a-t-on constaté. Mais son seul leadership est financier. Il lui faut se redresser et s'installer en tête, à trois niveaux: au sein même du gouvernement québécois, à l'égard d'Ottawa qui le précède presque partout sur le terrain, et à l'égard des pouvoirs régionaux, les municipalités notamment, dont l'effort culturel est une disgrâce en comparaison avec la plupart des pays industrialisés.

Autrement dit, la fièvre souverainiste qui vient de saisir le MAC pourrait bien être une fuite en avant devant un diagnostic poli mais accablant, qui fait du ministère le premier artisan de son propre malheur. Il est certes souhaitable que le Québec, souverain ou pas, se décide un jour à réclamer et à exercer la plénitude des pouvoirs culturels sur son territoire. Mais il ne faut surtout pas faire de cet objectif béni la pierre d'angle d'une politique culturelle qu'on risquerait alors de remettre aux calendes grecques.

Un groupe-conseil, dont madame Frulla-Hébert a aussi annoncé la création, sera chargé d'élaborer cette politique culturelle d'ici juin. Puisqu'on lui a demandé de se pencher sur cette question constitutionnelle, le risque est bien réel que se réédite ici la maheureuse et célèbre aventure de la Commission d'é-

tude sur la formation des adultes (1982) que le gouvernement péquiste avait enfermée dans la même prémisse du rapatriement des pouvoirs et des fonds fédéraux, énormes dans le domaine de la main-d'oeuvre. Docilement fondé sur cette prémisse, le rapport, l'un des plus intelligents qu'on puisse produire, était inapplicable au départ, Ottawa n'ayant pas la moindre intention de se retirer aimablement du champ. (La déroute a été si complète que la présidente québécoise de cette commission, madame Michèle Jean, oeuvre aujourd'hui à Ottawa, au plus haut niveau, et dans le même champ...)

On imagine mal M. Roland Arpin, le directeur du Musée québécois de la Civilisation qui présidera le nouveau groupe-conseil, déménageant un jour

Lier la politique culturelle au rapatriement des pouvoirs, c'est la remettre aux calendes grecques

ses pénates dans l'autre capitale. Le mémoire qu'il vient de présenter à la Commission sur l'avenir du Québec (notre édition du 24 janvier) le montre fort partisan d'une gestion culturelle entièrement québécoise. Et on imagine mal aussi ce tacticien émérite — et passionné de culture réelle — tombant dans le piège du combat constitutionnel à l'heure où il faut de toute urgence recréer le ministère des Affaires culturelles. Mais le groupe devra être vigilant puisque, de toute évidence, c'est la direction dans laquelle le gouvernement a envie de s'engager, en liant l'apparition d'une large politique culturelle à un éventuel changement de statut du Québec, dont ce n'est pas demain la veille.

Le plus intéressant, chez M. Arpin, c'est qu'il plaide avec force pour un renforcement du rôle culturel de l'État. Si le critique culturel péquiste, M. André Boulerice, s'était intéressé comme il se devait à cet excellent mémoire culturel présenté à la commission Bélanger-Campeau, il l'aurait su et aurait évité de déraper jeudi en racontant que ce groupe n'était qu'une nouvelle tentative d'obtenir par un comité un désengagement de l'État que le rapport Coupet n'avait pas livré. Les vues de M. Arpin concordent absolument avec l'esprit de ce rapport, et ce qu'on sait des autres membres du groupe en laisse espérer autant.

On peut donc croire que la dizaine de nouveaux conseillers de la ministre pourraient se rallier facilement au modèle d'intervention que suggère ce rapport, celui de « l'État-architecte », qui est certes le plus fructueux comme l'expérience française ne cesse de le démontrer. C'est un modèle qui ferait passer le MAC de l'insignifiance et de la dépendance à un rôle-moteur, sans pour

autant obliger à une augmentation massive de crédits, comme on le craint tant en cette ère de déficits.

L'une des recommandations majeures du rapport est la création d'une direction de la Planification, au sein du ministère, qui détermine et coordonne les actions de l'État. Le rapport Coupet n'avait pas le mandat d'aller plus loin politiquement, mais on voit aisément qu'il privilégie l'exemple français d'un ministère de la Culture et des Communications, qui concentrerait chez lui toutes les actions culturelles de l'État et maximiserait ainsi l'effet de dépenses pour l'instant saupoudrées, incohérentes, et sans direction. On ne devrait plus jamais voir un président du Conseil du Trésor décider lui-même d'un investissement culturel, comme cela s'est produit l'été dernier, faute de noyau directeur solide au ministère.

De même n'en tient-il qu'au Québec de rendre à Ottawa sa médecine et de lancer, sur le terrain, de nombreux projets que le ministère fédéral des Communications aurait intérêt à financer. C'est l'inverse qui se produit actuellement, parce que le ministre fédéral, M. Marcel Masse, a occupé un vide que le Québec a gentiment creusé. Tant que nous vivrons dans ce régime de souche à la corde fédérale-provinciale, celui qui gagne est celui qui travaille le plus fort. Si le Québec a perdu l'initiative, c'est faute d'ambition bien plus que par l'insouciance des pères de la Confédération, qui ont oublié en 1867 de confier la culture à l'un ou l'autre ordre de gouvernement et l'ont ainsi laissée ouverte à tout le monde.

Enfin la décentralisation que propose le rapport Coupet est loin de signifier un affaiblissement du MAC en faveur des régions. Elle suppose au contraire que Québec trouve le courage de forcer l'engagement des pouvoirs régionaux envers la culture, par plusieurs leviers originaux qui ne donneront d'autre choix aux élus locaux. (On ose souhaiter, par ailleurs, que les mêmes élus s'intéressent à ce rapport; la contribution des municipalités québécoises à la culture est l'une des plus lamentables qu'on puisse afficher.) Si le ministère prenait ce virage, les milieux culturels trouveraient là beaucoup plus que le malheureux un pour cent du budget de l'État qui les fait tant rêver, et qui n'est qu'une indexation d'une pitance.

Le rapport contient une mine d'autres suggestions prometteuses, dont celles qui stimuleraient la participation du secteur privé. Toutes supposent cependant un engagement ferme de l'État québécois, qui reposerait lui-même sur une conviction simple mais que la classe politique d'ici, libérale ou péquiste, n'a jamais épousée: « Le culturel est une dimension du développement au même titre que l'économique et le social ». Il est ironique qu'un rapport commandé pour décharger l'État de ses dépendants du milieu culturel finisse par rappeler à l'État sa propre dépendance de la culture. C'est dire comme la distance, le malentendu, sont encore effarants. Mais la réflexion avance, toujours dans le même sens. Et l'esquive, bientôt, ne suffira plus.

LISE BISSONNETTE

SOUVERAINETÉ

SI J'OSE DIRE,
IL N'EST PLUS
TEMPS DE SE
CACHER LA TÊTE
DANS LE SABLE
OU DE MASQUER
SES INTENTIONS...



Daniel Latouche

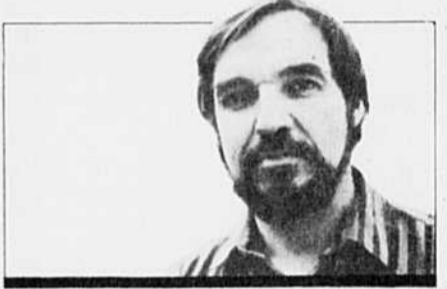
Nous-autres, eux-autres, les autres

UN DÉTOUR par la Californie me permet de constater que notre vision des États-Unis n'est pas toujours aussi exacte qu'on se plaît à le répéter. D'accord, on peut se consoler en lisant *Le Nouvel Observateur* ou *Le Monde* et constater une fois de plus que les Français n'ont jamais rien compris à l'Amérique du Nord. Mais, c'est un piètre prix de consolation que de se comparer aux Français dans ce dossier. Ils appartiennent à une toute autre tradition journalistique que la nôtre, une tradition où les faits ont souvent moins d'importance que les théories.

Au Québec, on aime bien faire claquer nos bretelles fleurdelisées en proclamant que nous constituons une merveilleuse porte d'entrée sur les États-Unis et que nous connaissons ce pays comme la paume de notre main. C'est probablement cette vantardise qui nous empêche de nous mettre sérieusement à l'ouvrage concernant les États-Unis. Il n'existe pas un seul institut de recherches spécialisé sur les États-Unis dans les universités québécoises. Il y a bien quelques petits programmes ici et là, mais rien de bien excitant. La situation n'est guère plus reluisante au Canada anglais, mais dans leur cas, c'est plus compréhensible, car ils ne portent pas nos voisins du Sud dans leur cœur. Par contre, ils ne parcourent pas la planète en se présentant comme des experts sur les États-Unis.

DANS NOTRE CAS, c'est d'autant plus malheureux que nous aurions effectivement quelques avantages comparatifs à étudier sérieusement ce pays. Nous sommes submergés d'informations sur tout ce qui est américain, nous connaissons les coutumes et les modes de pensée du pays et nous sommes capables de lire entre les lignes lorsqu'il le faut. Nous avons même le petit recul qu'il faut pour mieux saisir certaines nuances. Mais encore faut-il faire l'effort pour y arriver et en matière d'ouverture sur le reste de la planète, nous sommes encore dans les lignes mineures. Le nombre d'étudiants québécois apprenant une langue étrangère (autre que l'anglais) est l'un des plus faibles des pays industrialisés, à peine mieux que le pourcentage d'Australiens et de Néo-Zélandais. Nos étudiants vont de moins en moins à l'étranger. Ici à Berkeley, il y en a moins que jamais. Et on compte sur les doigts de la main le nombre de spécialistes québécois capables de parler intelligemment de situations étrangères.

Heureusement que les Américains n'ont pas attendu une quelconque réciprocité de notre part avant de se lancer dans des études sur le Canada. En effet, il est curieux de constater que les universitaires américains font trente fois plus d'efforts pour connaître et comprendre ce qui se passe au Canada et au Québec que nous à l'inverse.



Certes, bon nombre de ces efforts sont financés à même des subventions du gouvernement fédéral, mais l'intérêt est quand même là. La récente décision des gouvernements américains et mexicains d'ouvrir des pourparlers sur un éventuel traité de libre-échange, traité qui pourrait être élargi à toute l'Amérique du Nord, n'a fait qu'accroître l'intérêt des spécialistes pour tout ce qui est nord américain. Malheureusement, nous n'avons pas grand-chose à offrir sur le sujet et depuis mon arrivée ici, je n'arrête pas de rencontrer des universitaires mexicains qui me demandent à qui s'adresser au Québec pour échanger des informations et des analyses sur les États-Unis. À la longue, cela devient gênant.

J'ai suggéré, il y a quelques années, de créer un Institut conjoint France-Québec sur les États-Unis. Voilà enfin un thème de coopération intéressant à pousser que les Français, plus intéressés en tout cas que de continuer à regarder nos nombreux réciproques. Inutile de dire que cette suggestion a été accueillie avec un immense éclat de rire. Pour les responsables de la Francophonie, la simple idée que les échanges France-Québec puissent servir à autre chose que de se retrouver entre parlants français a toujours été et continuera d'être une pure hérésie.

SI NOUS voulons être des citoyens du monde, il va falloir y mettre le prix. Jusqu'ici, personne n'a encore remarqué notre ignorance crasse car nous pouvions toujours la dissimuler en parlant de nous-mêmes. Les choses vont bientôt changer.

À PROPOS...

...de la protection des forêts

LA STRATÉGIE de protection des forêts est axée sur une sylviculture préventive qui minimisera l'utilisation des pesticides, tout en maintenant les rendements forestiers et les divers potentiels du milieu. Ainsi, plusieurs moyens sont proposés. Les méthodes sylvicoles prescrites, en accord avec les caractéristiques propres à chaque station forestière, réduiront les impacts de ces pratiques sur le sol, maintiendront la diversité biologique et amélioreront l'état de santé des peuplements. Pour la protection des sols, la pratique systématique de la coupe avec protection de la régénération et des sols, ainsi que les coupes d'hiver sur les sols minces ou hydromorphes réduiront considérablement les risques de dégradation. D'autre part, le maintien délibéré d'une proportion de feuillus intolérants dans les forêts résineuses, au cours des éclaircies précommerciales, amènera une plus grande diversité du couvert, d'où une meilleure résistance des peuplements aux insectes et aux maladies et un meilleur habitat pour la faune. L'ensemble des traitements culturels et la normalisation à long terme de la forêt auront pour effet d'améliorer sa vigueur et de diminuer sa vulnérabilité aux insectes et aux maladies.

L'arrêt des coupes de conversions, la pratique de la coupe progressive et de la récolte intégrée des peuplements suivis, dans un court délai, d'un reboisement de plants de fortes dimensions réduiront les surfaces devant être dégagées.

L'obligation de présenter, dans les plans et les rapports, les traitements proposés selon les caractéristiques connues de la station et des peuplements assurera la mise en place de la stratégie et permettra de juger des efforts consentis.

Bien que les efforts consacrés à la prévention seront considérables, la lutte demeurera nécessaire. Tout recours aux pesticides sera assujéti à une réglementation très sévère. Les programmes prévus d'application aérienne de pesticides sur des superficies dépassant 600 ha devront être soumis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement.

Il faudra près d'un demi-siècle pour normaliser la forêt québécoise et améliorer de façon sensible sa composition et sa vigueur.

Extraits du rapport *Un projet de stratégie: aménager pour mieux protéger les forêts, publié par le ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec, 1991.*

LETTRES AU DEVOIR

La propagande, comme si c'était vrai...

CHERS CONCIITOYENS, soyez vigilants, la propagande a commencé et les médias sont là pour nous faire vivre en direct la Guerre Sainte que les Alliés entreprennent contre le criminel Saddam Hussein.

Que de crétineries proférées ces derniers jours.

Mais, bon dieu, pour qui nous prend-on pour gôber des insanités longues comme mon bras? La justice et la vérité sont tordues d'une manière grossière et tellement évidente tant ces affirmations sont de la propagande de bas niveau. Pour qui nous prend-on pour dire que la guerre actuelle est la volonté de la communauté internationale alors qu'il y a moins de deux mois, le président Bush faisait le tour du monde pour amener les autres pays à choisir la solution armée qu'il a, lui, choisi en premier?

Quant au discours internationaliste de Brian Mulroney, d'où lui vient ce respect soudain de la volonté des Nations unies? A-t-on déjà déclenché une guerre à la suite des nombreuses résolutions des Nations unies demandant à Israël de se retirer des territoires palestiniens? Et pourtant, ça fait pas 40 jours mais plutôt quarante ans. Faut croire que dans certains cas, le recours à la guerre devient « la seule issue possible » plus rapidement que dans d'autres. Ah, suis-je bête! Je ne devrais pas parler d'Israël puisqu'il n'y a aucun lien entre les deux crises...

Enfin, pour qui nous prend-on pour nous présenter des reportages à grand déploiement qui font de nous des généraux en puissance en nous expliquant comment les attaques se dérouleront avec tout le sensationnalisme et la jouissance du vainqueur digne de Jeux olympiques alors que l'inaccoutumé se passe sous nos yeux? Depuis quand peut-on qualifier de juste et « pour la paix » de bombardier un autre pays, de l'envahir et de renverser son gouvernement? C'est inacceptable de l'Irak, mais tout autant des Américains et de leurs marionnettes. Cependant les États-Unis n'en sont pas à leur première actions de ce type: la Grenade, Panama; pensez-vous qu'on l'a oublié? C'était l'an passé! Comment verrait-on l'inverse: qu'un de ces pays décide de renverser le gouvernement Bush pour assainir la politique internationale? De toute évidence, il y a deux poids, deux mesures.

Nous faudra-t-il encore d'autres exemples

avant de condamner le militarisme? Faudra-t-il qu'une bombe éclate en territoire canadien parce que nous jouons un rôle offensif dans ce conflit, ou que la conscription obligatoire soit de retour pour nous rendre compte qu'à jouer ce jeu-là, on risque d'y laisser notre peau? Produire des armes, les vendre ainsi que maintenir une armée entraînent la guerre. Tôt ou tard, plus ou moins loin géographiquement... Ne l'avons-nous pas compris avec la crise américaine?

Monsieur Mulroney, sachez que, comme la majorité des Canadiens, je suis pour la paix véritable. On ne pourrait en dire autant de vous qui avez refusé le vote libre lors du débat à la Chambre des communes sur l'engagement canadien dans le conflit. Je refuse de payer l'impôt qui sert à maintenir l'armée et à subventionner les usines d'armements et je préfère la prison plutôt que de commettre la violence de la guerre au nom des « intérêts supérieurs de la nation ». Je demande que le Canada se dote d'une Défense civile non violente et que la vraie force de la démocratie et de la diplomatie soit utilisée pour résoudre les conflits. Moi et ma conjointe sommes à quelques jours de la naissance de notre premier enfant et nous aimerions bien lui offrir quelque chose de plus beau qu'une guerre pour l'accueillir.

Pierre Caron
Montréal, 16 janvier 1991

LE DEVOIR

Fondé par Henri Bourassa
le 10 janvier 1910

Directrice
LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef
et directeur de l'information
Bernard Descôteaux

Directeur délégué à l'administration
André Leclerc

Rédacteurs en chef adjoints
Jean Francoeur, Albert Jureau,
Michel Lefèvre

Directeurs adjoints de l'information
Pierre Cayouette, Jacques Chabot,
Guy Deshaies

FAIS CE QUE DOIS

Un souhait d'éternité

L'INVASION du Koweït par Saddam Hussein inquiète les États-Unis. Un mot: récession. Une augmentation du prix du pétrole entraînerait la déconfiture de l'économie américaine déjà grippée.

Dans un élan « humanitaire » à sauver des barils de pétrole, les Américains consacrent 1,4 milliards \$ US à maintenir leur boucher de GI's dans le Golfe. Allez donc expliquer la nécessité de cette intervention aux 90 000 sans abris de New-York...

Notre fragile atmosphère facture à la combustion des énergies fossiles le rejet annuel de 22 milliards de tonnes de CO₂. Conséquence? L'effet de serre tourne notre désert en désert! Allons-nous brûler l'ensemble des ressources pétrolières, fruit de millions d'années de travail de la nature, avant de cesser cette inacceptable pollution? ou allons-nous plutôt graduellement dessiner les contours d'une société durable basée sur le respect de l'environnement qui est à l'honneur ce que la mère est à son bébé.

Les enfants d'Amérique et du monde entier attendent que les dirigeants des pays impliqués dans la crise du Golfe pensent à bâtir pour eux une société fondée sur le meilleur cri de l'évolution humaine en matière d'amour, de paix et de respect de l'environnement. Un souhait d'éternité en ce début d'année.

Thomas Oberll
Sherbrooke, 10 janvier 1991

Heureuse vigilance

LES ÉDITORIAUX de Mme Lise Bissonnette du 7 et 11 janvier tranchaient heureusement avec l'ensemble des informations et des commentaires transmis jusque-là par les médias.

Je dis heureusement parce qu'elle ose rappeler certaines données historiques essentielles à la compréhension du dossier du Golfe persique notamment la fameuse rencontre de juillet dernier entre l'ambassadrice américaine et le président Hussein ainsi que les relations économiques très profitables nouées par les gouvernements français et américains.

Je me réjouis de sa vigilance et je la félicite en espérant que nos gouvernements se rappellent que son point de vue est partagé par un très grand nombre de citoyens.

Bernard Dufresne
Hull, 11 janvier 1991